



Exister par le *gbonhi*

Engagement des adolescents et jeunes
dits 'microbes' dans la violence à Abobo

(Abidjan, Côte d'Ivoire)

Grâce à l'appui de



Exister par le *gbonhi*

Engagement des adolescents et jeunes
dits 'microbes' dans la violence à Abobo
(Abidjan, Côte d'Ivoire)

Février 2017

Grâce à l'appui de



Le contenu de ce rapport ne reflète pas l'opinion officielle de l'UNICEF ou du Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle. La responsabilité des informations et points de vue exprimés dans ce dernier incombe entièrement aux personnes consultées et aux auteurs.

Photo en couverture : Poings d'un jeune suivi par l'équipe Indigo Côte d'Ivoire et Interpeace, lors d'une réunion hebdomadaire d'accompagnement, montrant des bagues protectrices.

EAN : 978-2-9559853-0-4

Copyright : Indigo Côte d'Ivoire et Interpeace 2017. Tous droits réservés.

Publié en Février 2017

La reproduction de courts extraits de ce rapport est autorisée sans autorisation écrite formelle, à condition que la source originale soit correctement référencée, incluant le titre du rapport, l'auteur et l'année de publication. L'autorisation d'utiliser des parties de ce rapport, en entier ou en partie, peut être accordée par écrit. En aucun cas le contenu ne peut être altéré ou modifié, incluant les légendes et citations. Ceci est une publication d'Indigo Côte d'Ivoire et d'Interpeace. Les publications de ces dernières ne reflètent pas spécifiquement un intérêt national ou public. Les opinions exprimées dans cette publication ne représentent pas nécessairement les vues d'Indigo Côte d'Ivoire et d'Interpeace. Pour des autorisations ou informations complémentaires, merci de contacter wao@interpeace.org

Interpeace

Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest

Villa n° 43

Cité Les Lauriers 5, Deux Plateaux

06 BP 2100 Abidjan

Côte d'Ivoire

Tél. : +225 22 42 33 41

E-mail : wao@interpeace.org

Web : www.interpeace.org

Indigo Côte d'Ivoire

Villa n° 43

Cité Les Lauriers 5, Deux Plateaux

22 BP 288 Abidjan 22

Tél. : +225 06 54 39 92

E-mail : indigocdi@gmail.com

Web : www.indigo-ci.org

Grâce à l'appui de



AVANT-PROPOS ET REMERCIEMENTS

Le présent rapport produit par Interpeace et Indigo Côte d'Ivoire veut lever un coin de voile sur le phénomène dits des « microbes ». Il n'a pas la prétention d'épuiser la question mais entend co-construire une compréhension suffisante pour appuyer le développement d'une réponse efficace et cohérente. Cette compréhension se base sur des interactions privilégiées qu'Interpeace et Indigo ont pu avoir durant plus de deux années avec certains de ces jeunes et adolescents, mais aussi avec certains adultes en contact avec ceux-ci, avec des membres des communautés ainsi qu'avec des acteurs institutionnels divers.

Interpeace et Indigo se gardent donc de donner dans des extrêmes : idéaliser des jeunes réputés violents ou banaliser les faits qui leur sont attribués, encore moins effrayer une société ivoirienne déjà en proie au trauma de longues années de crises. Bien au contraire, ce rapport souhaite contribuer à nourrir la réflexion et à participer au débat national sur cette problématique majeure de société ; cela en présentant, à grands traits, quelques éléments sur ses origines et sa nature ainsi que des recommandations d'actions pouvant être menées pour la résoudre.

La production du présent document n'aurait été possible sans le concours de différents acteurs à qui nous souhaitons exprimer toute notre gratitude. Il s'agit :

- De l'UNICEF qui nous a fait confiance en nous apportant le soutien financier et technique nécessaire à la réalisation du projet pilote sur la réinsertion de (pré)adolescents et jeunes dits « microbes » à Abobo ;
- Du Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, qui a apporté un inestimable appui financier et technique à la production matérielle du présent rapport ;
- Du complexe socio-éducatif d'Abobo qui a permis l'engagement de certains de ses travailleurs sociaux à nos côtés dans l'accompagnement psychosocial d'une quarantaine de jeunes dits « microbes » à Abobo ;
- Des communautés d'Abobo, Plaque 2, particulièrement ceux et celles qui ont fait partie de notre Groupe d'Appui, que nous avons engagés activement dans notre processus et restent aujourd'hui activement investis ;
- De tous les « dignitaires » et « généraux » qui nous ont facilité certains accès à Abobo ;
- De toutes les forces de police rencontrées dans le cadre de notre processus pilote à Abobo pour leur disponibilité et leur engagement ;
- De la quarantaine de jeunes ciblés et engagés dans le processus pilote de réinsertion ;
- De tous les autres partenaires étatiques ou non étatiques qui nous ont appuyé de quelque manière que ce soit.

Au nom des équipes d'Indigo Côte d'Ivoire et d'Interpeace,

Séverin Kouamé, Coordonnateur d'Indigo Côte d'Ivoire
Anne Moltès, Directrice Régionale d'Interpeace pour l'Afrique de l'Ouest

TABLE DES MATIÈRES

8	LISTE DES ACRONYMES
9	LEXIQUE DES MOTS ET EXPRESSIONS
12	SYNTHÈSE ILLUSTRÉE
19	INTRODUCTION
21	CADRE ET APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE
25	CHAPITRE 1 : LA COMMUNE D'ABOBO, TERREAU FERTILE D'UNE CULTURE DE LA VIOLENCE
25	1.1. Une cité dortoir oubliée, ou quand la croissance urbaine génère ses marginaux
27	1.2. Une commune entre économie informelle et culture de la violence
28	Encadré 1. Comment je suis devenu « microbe » : les chocs socio-économiques au cœur des trajectoires de violence
29	1.3. La gare routière abobolaise : construction d'itinéraires vers la violence
33	CHAPITRE 2 : URBANITÉ ET CRISE DES CADRES TRADITIONNELS DE SOCIALISATION DU JEUNE
33	2.1. L'éducation parentale en crise
35	2.2. De l'éducation communautaire traditionnelle à l'éducation de la rue
37	Encadré 2. A l'origine du mot « microbe »
38	2.3. Les limites de l'offre scolaire publique à Abobo
43	CHAPITRE 3 : SE RÉINVENTER DANS LA RUE ET EXISTER SOCIALEMENT PAR LE <i>GBONHI</i>
43	3.1. Attachement au territoire et sentiment d'appartenance au groupe
44	3.2. Modèle d'autorité et codification de l'appartenance au <i>gbonhi</i>
46	3.3. Un mode opératoire adaptable pour produire de la violence

47	3.4. Le <i>gbonhi</i> : une structure solidaire et protectrice
48	Encadré 3. L'implication des filles et jeunes femmes dans les activités des <i>gbonhis</i> .
51	CHAPITRE 4 : UNE RÉPONSE COLLECTIVE INADAPTÉE AU CŒUR DU CYCLE DE VIOLENCE
51	4.1. « On n'est pas microbe chez soi » : aux origines d'une compréhension partielle du phénomène
52	4.2. Entre stigmatisation et perpétuation du cycle de la violence
54	4.3. Insuffisances de la réponse publique et alimentation du phénomène
59	CONCLUSION : LEÇONS APPRISSES ET RECOMMANDATIONS
59	Ce que le phénomène des (pré)adolescents et jeunes dits « microbes » nous apprend :
59	QUI SONT-ILS ?
60	QUELLES-SONT LEURS MOTIVATIONS ?
61	QUELLES REACTIONS ET REPONSES GENERENT-ILS ?
62	Ce que cela implique en termes de réponses : Une réponse globale et intégrée
62	A. Un regard plus objectif et nuancé
63	B. La reconnaissance sociale au cœur
64	C. Une économie innovante et attrayante à Abobo
64	D. Une école pacifiée, vecteur de réussite
65	E. Des réponses multisectorielles cohérentes
69	ANNEXES
69	Annexe 1 : Carte de la commune d'Abobo.
70	Annexe 2 : Carte du district d'Abidjan.
71	Annexe 3 : Données sur le groupe d'adolescents et jeunes suivis par Indigo et Interpeace dans le cadre du projet pilote.
75	BIBLIOGRAPHIE

LISTE DES ACRONYMES

AGEPE	Agence d'Études et de Promotion de l'Emploi
CAFOP	Centre d'Animation et de Formation Pédagogique
CCSR	Cellule de Coordination, de Suivi et de Réinsertion
CIRES	Centre Ivoirien de Recherche Economique et Sociale
CNS	Conseil National de la Sécurité
DDR	Démobilisation, Désarmement et Réinsertion
DREN	Direction Régionale de l'Education Nationale
ECM	Education Civique et Morale
EDHC	Education des Droits de l'Homme de la Citoyenneté
EDS	Enquête démographique et de santé et à indicateurs multiples
ENS	Ecole Normale Supérieure
ENV	Enquête sur le Niveau de Vie des Ménages
IMRAP	Institut Malien de Recherche et d'Action pour la Paix
INADES	Institut Africain pour le Développement Economique et Social
INDIGO	Initiative de Dialogue et de Recherche Action pour la Paix - Côte d'Ivoire
INS	Institut National de Statistique
MICS	Multiple Indicator Cluster Surveys
MENETFP	Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
MSLS	Ministère de la Santé et de la Lutte contre le Sida
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PBF	Fonds de Consolidation de la Paix
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RAP	Recherche Action Participative
SCAED	Service Civique d'Actions pour l'Emploi et le Développement
SMIG	Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti
SOGEFIHA	Société de Gestion Financière de l'Habitat
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNHABITAT	Programme des Nations Unies pour les Etablissements Humains

LEXIQUE DES MOTS ET EXPRESSIONS

Avoir cœur : Etre courageux ou téméraire. Ne pas reculer devant le danger.

Balanceur : Dans la catégorie des auxiliaires du transport urbain Abidjan, personne dont le rôle, dans le minibus (Gbaka), est d'annoncer à haute voix les différents arrêts aux clients et de leur rendre la monnaie lorsqu'ils s'acquittent du montant de la course. Relativement jeunes pour la plupart, les balanceurs sont remarquables par les acrobaties auxquelles ils s'adonnent accrochés à la portière du minibus.

Bon petit : Cadet qui se trouve sous la protection d'un vié-père.

Chap chap : Rapide.

Comité de surveillance : Groupe de personnes organisées en vue de sécuriser leur quartier (voir Chapitre 4).

Comprimés de rue : Médicaments pharmaceutiques de contrebande ou prohibés commercialisés sur des étales dans la rue. Ce commerce est très souvent associé au trafic de drogue.

Devant-gbonhi : Qui est à la tête du groupe de jeunes dits « microbes », le leader.

Dealer : Vendeur (du grand ghetto).

Dignitaire : Dans le secteur du transport, adulte qu'on appelle également « vié-père ». Il a une forte capacité de mobilisation et est très écouté par ses « bons petits ».

Donner dos : S'en aller sans égard après avoir commis un forfait.

Ecole « boutique » : Etablissement scolaire sans reconnaissance ni autorisation officielle de la part des autorités compétentes.

Encaissement : Le fait de dépouiller ou de contraindre un individu à remettre ses biens. Ou encore le fait de percevoir une taxe sur une activité, notamment dans le secteur du transport, en usant de la violence.

Faire la quête/l'allée : Action collective menée par les groupes dits de « microbes ». Le plus souvent, en groupes de 30 à 50 individus sinon plus, armes blanches à la main, l'approche est d'investir certaines artères pour y dépouiller violemment les populations prises au piège de la rue.

Fétiche : Gris-gris, amulette ou potion qui aurait des pouvoirs spéciaux. Il pourrait permettre l'acquisition de l'invulnérabilité.

Fumoir : Espaces ouvert ou clos, éphémère ou connu de longue date, qui est dédié à la commercialisation, au stockage et à la consommation de drogues. Les fumoirs peuvent être établis dans des maisons abandonnées, des cafés, des zones d'écoles, des terrains vagues, des ravins, des cours communes, etc.

Gbaka : Minibus de 19 à 22 places servant au transport de personnes.

Gbonhi : Désigne le « groupe » en argot ivoirien. Ce terme n'est pas spécifique aux groupes de jeunes dits « microbes ». Il est partagé par différents milieux, surtout chez les jeunes (comme les étudiants par exemple). Le *gbonhi* renvoie à la cohérence du groupe et à ses liens de solidarité.

Général : Responsable de 'syndicats' essentiellement dans le secteur du transport. Les généraux utilisent les jeunes dits « microbes » pour opérer des « remontées » ou « encaisser ». Il contrôle les groupes des dits « microbes » à travers son/ses lieutenants, les « devants-gbonhis ».

Gnambro : Jeune qui, à l'origine, indiquait à la criée les destinations des minibus aux passagers. Au fil du temps, les Gnambros sont devenus des auxiliaires des syndicats chargés de collecter auprès des chauffeurs leurs cotisations.

Grin : Espace de sociabilité réunissant des personnes du même quartier, parfois du même corps d'activité professionnelle, de la même génération. Il sert de lieu de discussion autour de divers sujets, notamment politiques.

Gros-chat : Dans la hiérarchie des *gbonhi* dits « microbes », désigne une personne sans grand courage, un suiveur (voir *Figure 2* Chapitre 3).

Microbe : Adolescent ou jeune membre d'une bande organisée violente, aussi appelé *gbonhi* (voir chapitre 3).

Petit cacaba : Expression qui signifie « morpion », « minus » dans l'argot ivoirien.

Piquer : Se servir d'un couteau pour taillader ou poignarder un individu.

Remontée : Dans le secteur du transport, opération musclée, descente punitive visant à déposséder un groupe rival d'un territoire qui est sous son contrôle.

Se chercher : Trouver de quoi subvenir à ses besoins.

Syndicat : Regroupement de plusieurs catégories d'acteurs dans le milieu du transport (transporteurs, propriétaires de véhicule, chauffeurs).

Tête-masse : Dans la hiérarchie des *gbonhi* dits « microbes », personne qui conduit la masse dans les actions de terrain (voir *Figure 2* Chapitre 3).

Urbanité : Par opposition à « ruralité ». Façon d'être dictée par la vie en milieu urbain. Code de valeurs et de normes développé dans ce cadre.

Varan : Qui dans le groupe dit des « microbes » est très actif et n'hésite pas à user de la violence pour arriver à ses fins.

Viépère : Aîné social en qui les jeunes des milieux défavorisés se reconnaissent. Ils sont des mentors qui offrent des opportunités d'insertion sociale aux cadets, y compris à travers des activités illicites (voir *Figure 2* Chapitre 3).

Winzin : Désigne également un cadet sous la protection d'un vié-père.

Wôrô-wôrô : Taxi collectif à ligne régulière et à prix forfaitaire, dont les couleurs dépendent des communes.

Ziguéhi : Ce terme désigne un caïd de la rue à Abidjan opérant dans vers la fin des années 1970 et les années 1980¹. Il s'agissait pour la plupart de colosses qui soumettaient et régnaient sur des quartiers entiers à la force de leurs muscles.

Zôgô : Personne qui n'est pas initiée et ne partage pas la culture de la rue.

¹ Pour plus d'information sur ces caïds, voir *Les enfants d'Houphouët*, film réalisé par Sahin Polo, 2016 et Alain Tailly, *John Ziguéhi*, Frat-mat éditions, 2015.

SYNTHÈSE ILLUSTRÉE

Ce que le phénomène des (pré)adolescents et jeunes dits « microbes » nous apprend

1

Des urbains en marge de la ville et de la société: L'environnement urbain est déterminant dans la construction de leur trajectoire violente.



QUI
SONT-ILS?

2

Ne pas confondre « microbe » et enfant de la rue:

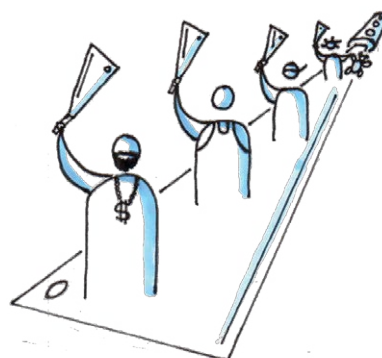
La majorité des jeunes dits « microbes » gardent un lien effectif avec leur famille.



3

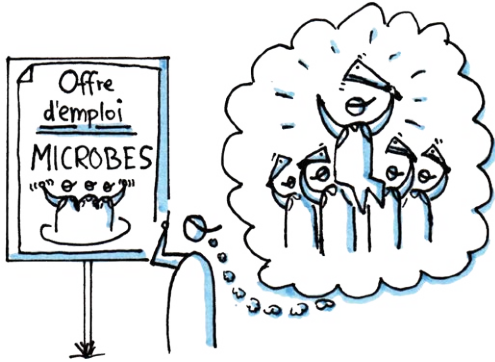
De jeunes adultes aux commandes:

Leurs membres ont pour la plupart entre 8 et 25 ans.



4

Au-delà de la pauvreté, la quête de reconnaissance sociale: Le groupe représente une opportunité pour ces jeunes « de devenir quelqu'un ».



QUELLES SONT LEURS MOTIVATIONS?

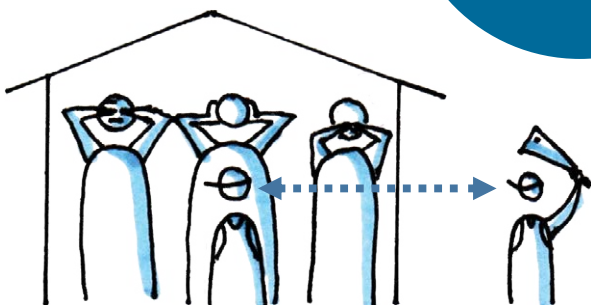
5

Réussir par la violence: L'utilisation de la violence est perçue comme un tremplin social et économique.



7

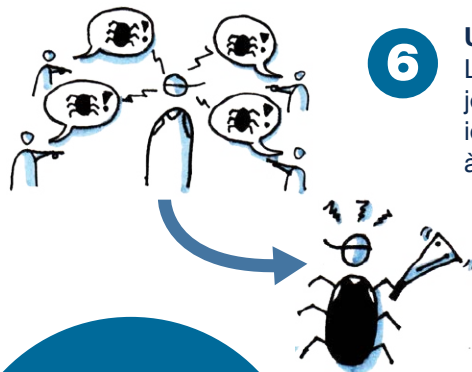
Entre déni et ignorance: Peu de parents sont conscients et/ou reconnaissent que leur enfant est « microbe ».



QUELLES REACTIONS ET REPONSES GENERENT-ILS ?

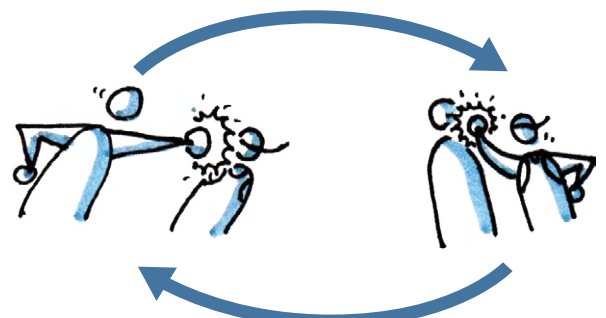
6

Une stigmatisation dangereuse: La déshumanisation de ces jeunes accentuent leur repli identitaire, et leur positionnement à la marge de la société.

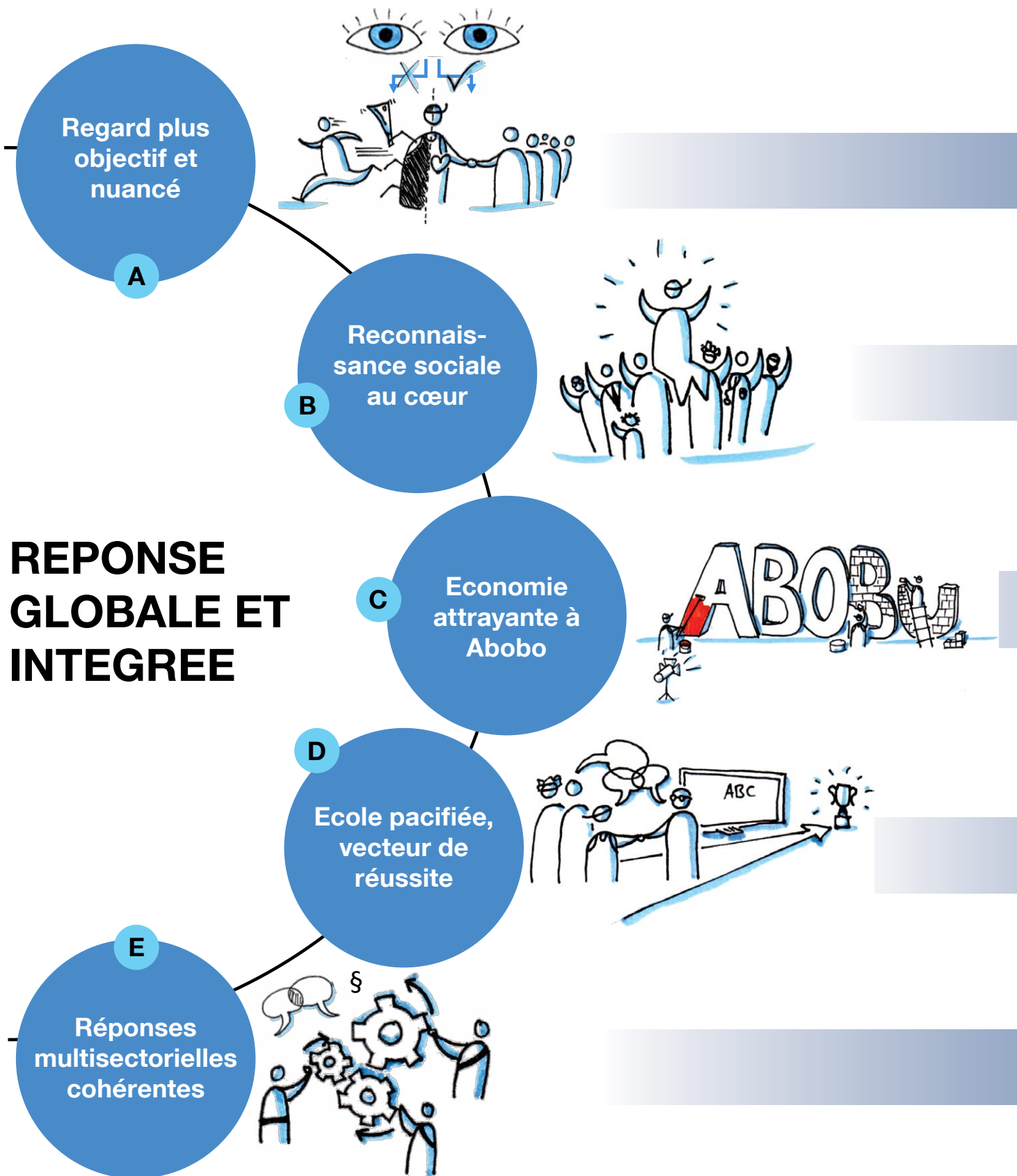


8

Une violence nourrie par la répression: Principalement répressive, la réponse communautaire et politique entretient un cycle de violence.



Ce que cela implique en termes de réponses



1

Humaniser le regard porté par la société sur ces adolescents et jeunes

2

Dépasser le sensationnalisme

3

Mettre en place un système de veille et d'information sur le phénomène

4

Placer la reconnaissance sociale au cœur des initiatives de réinsertion

5

S'appuyer sur les liens affectifs et sociaux

6

Valoriser les capacités des travailleurs sociaux locaux

7

Encourager les jeunes abobolais à générer de nouvelles opportunités

8

Faciliter l'investissement à Abobo: une stratégie gagnant-gagnant

9

Impliquer la communauté dans la pacification de l'école

10

Renforcer les capacités des écoles à gérer la violence

11

Faire de l'école un vecteur de réussite sociale

12

Encourager des initiatives de protection communautaire non-violentes

13

Définir un cadre juridique clair

14

Créer un cadre de concertation

INTRODUCTION

INTRODUCTION

La violence urbaine en bandes organisées est un phénomène ancien à Abidjan. Inspirée des guerres de gangs mises en scène dans les séries américaines, elle aurait débuté dans des communes populaires comme Treichville et Adjamé, entre la fin des années 1970 et le début des années 1980. La forme de violence perpétrée par des groupes d'adolescents et de jeunes aujourd'hui appelés « microbes » aurait, quant à elle, émergé au début des années 90.² Certains acteurs estimant avoir contribué à sa naissance en situent l'origine dans la commune d'Attécoubé, au nord d'Abidjan³.

Ces groupes dits de « microbes » sont constitués de 40 à 50 (pré)-adolescents et jeunes adultes de sexe masculin⁴, âgés pour la plupart de 8 à 25 ans et issus de quartiers précaires. Ils sont connus pour leurs agressions d'une extrême violence perpétrées à l'encontre des populations, à l'aide d'armes blanches, ainsi que pour leur participation à certaines activités illicites comme le trafic de drogue. La composition et le mode de fonctionnement de ces groupes – aussi appelés « *gbonhi* »⁵ – sont largement méconnus voire

ignorés par les populations, les autorités ainsi que leurs partenaires. Or, dans un pays où la population est majoritairement jeune et pour moitié urbaine⁶, cette problématique interpelle.

De façon largement admise au sein des populations, c'est dans la commune d'Abobo que ce phénomène s'est le mieux structuré et implanté, avant de se répandre dans d'autres zones de l'espace urbain abidjanais et au-delà.⁷ Depuis la fin des années 1960, Abobo a connu différents surnoms supposés refléter la conjoncture sociale, économique ou politique qui y prévaut, comme « Abobo-la-Guerre », « Abobo-Bagdad-City » ou encore plus récemment « Abobo-la-martyre ».⁸ L'évolution dans la dénomination de cette commune manifeste une constante : dans les imaginaires, Abobo semble représenter l'un des principaux épicentres de la violence à Abidjan.

Le présent rapport, réalisé grâce à l'appui du Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (MENETFP) de Côte d'Ivoire et de l'UNICEF, cherche à analyser la construction des

2 Elle n'aurait toutefois pas portée cette appellation, qui est née dans les années 2000. Voir l'encadré 2.

3 Dans « Témoignage », entretien radiophonique avec Diarrassouba Sékou, émission produite et animée par El Hadj Diabaté Foussény sur la Radio Al Bayane, diffusé le 16/08/2010.

4 Concernant l'implication des jeunes filles dans ces groupes, voir l'encadré 3.

5 Le *gbonhi* désigne le « groupe » en argot ivoirien. Ce terme n'est pas spécifique aux groupes de jeunes dits « microbes ». Il est partagé par différents milieux, surtout chez les jeunes (comme les étudiants par exemple). Le *gbonhi* renvoie à la cohérence du groupe et aux liens de solidarité. Voir *Lexique*.

6 Selon les données du dernier recensement, 50,3% de la population ivoirienne est urbaine, et 77,3% a moins de 35 ans, soit plus de 3 personnes sur 4. INS, *Recensement général de la population et de l'habitat en Côte d'Ivoire (RGHP)*, 2014.

7 A Bouaké par exemple, il existerait également des groupes de jeunes appelés « microbes » et ayant un mode opératoire similaire. Voir Interpeace, Indigo Côte d'Ivoire, IMRAP, *Au-delà de l'idéologie et de l'appât du gain : Trajectoires des jeunes vers les nouvelles formes de violence en Côte d'Ivoire et au Mali*, octobre 2016.

8 Aux premières heures de son urbanisation pendant les décennies 70 et 80, cette commune était appelée « Abobo-la-Guerre ». Puis, au moment où la violence sociopolitique à l'œuvre dans le pays depuis les années 1990 s'y incrustait, avec une brutalité marquée au cours de la décennie 2000-2010, ce fut « Abobo-Bagdad-City ». Enfin, plus récemment, le discours politique retiendra les dommages subis lors de la dernière crise militaro-politique. L'on parle de plus en plus d'« Abobo-la-martyre ».

gbonhis d'adolescents et jeunes dits « microbes » dans ce contexte abobolais. En effet, la compréhension lacunaire de ce phénomène de société implique des réponses partielles qui ne permettent pas de l'endiguer véritablement. Ainsi en premier lieu, ce rapport revient sur les conditions socio-économiques propres à Abobo qui ont favorisé l'essor de cette forme de violence en bandes organisées (chapitre 1). A la source de cette violence, la question de l'affaiblissement des cadres traditionnels de socialisation est ensuite analysée (chapitre 2), avant d'étudier le mode de fonctionnement des groupes et jeunes dits « microbes » (chapitre 3). Le rapport

aborde aussi la réponse communautaire et publique au phénomène, celle-ci contribuant à alimenter le cycle de la violence en bandes à Abobo (chapitre 4). Enfin, il propose des recommandations concrètes pour chaque acteur (communautés, parents, médias, jeunes, écoles, pouvoirs publics, etc.) afin de contribuer à la résolution de cette problématique de société.

CADRE ET APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

Interpeace est une organisation internationale créée il y a plus d'une vingtaine d'années par les Nations Unies, pour explorer des voies alternatives et pacifiques de résolution des conflits. Aujourd'hui indépendante, elle œuvre à la consolidation de la paix dans plus de 20 pays et régions à travers le monde. Dans la mise en œuvre de son double mandat,⁹ Interpeace travaille en étroite collaboration avec des organisations locales. L'Initiative de Dialogue et Recherche Action pour la Paix (Indigo Côte d'Ivoire) est son partenaire privilégié en Côte d'Ivoire. Cette collaboration permet de lier l'apport méthodologique et l'expérience internationale d'Interpeace avec la capacité unique de pénétration et d'implication des communautés ivoiriennes d'Indigo.

L'approche insufflée par Interpeace et mise en œuvre par Indigo Côte d'Ivoire repose sur les principes de la Recherche Action Participative.¹⁰ Celle-ci part de l'idée que les solutions aux défis auxquels les sociétés post-confliktuelles sont confrontées doivent être élaborées, décidées et détenues par ces dernières, afin de pouvoir apporter des remèdes efficaces et durables. Par ailleurs, à travers son approche « track 6 »¹¹, Interpeace et Indigo cherchent à réduire les distances entre couches de la société, de la base aux élites, pour le développement de solutions pérennes, soutenues par les décideurs et les populations. Dans ce cadre,

les résultats présentés dans le présent rapport sont issus d'un engagement de proximité d'Interpeace et d'Indigo dans la commune d'Abobo.

Depuis 2014, une relation de confiance s'est construite graduellement avec certains membres de bandes organisées ainsi que leurs communautés. Cette relation s'est tissée dans le cadre de différents projets visant à mieux comprendre et répondre au phénomène des jeunes dits « microbes » de manière non-violente. Le premier de ces projets a été financé par UNICEF et le PNUD¹² en 2014-2015. Il s'agissait d'une recherche participative visant à mieux comprendre les obstacles à la cohésion sociale et les dynamiques de violence impliquant les jeunes dans les communes d'Abobo, Treichville et Yopougon (district d'Abidjan).¹³

A la suite des recommandations émises par les populations dans le cadre de cette étude, un projet pilote de réinsertion socio-économique d'une quarantaine d'adolescents et jeunes dits « microbes » a été lancé. Financé par UNICEF, il a été conduit sur 9 mois à Abobo, en 2015-2016 avec l'ambition de dégager des bonnes pratiques, leçons et recommandations clés (présentées de manière non-exhaustive dans ce rapport) pour réinsérer ces personnes dans la société et répondre au phénomène de la violence en bande.

9 Le mandat d'Interpeace se base sur les deux piliers suivants : (i) renforcer l'aptitude des sociétés à une gestion non-violente et non-coercitive des conflits, en soutenant les acteurs nationaux dans leurs efforts de développement de la cohésion sociale et politique ; (ii) aider la communauté internationale (et plus particulièrement les Nations Unies) à jouer de manière plus efficace son rôle d'appui aux efforts de consolidation de la paix à travers le monde.

10 Et notamment la participation, l'inclusion de tous les acteurs et l'appropriation des processus. Voir <http://www.interpeace.org/what-we-do/our-peacebuilding-principles/>

11 Voir à ce sujet <http://www.interpeace.org/what-we-do/track-6/>

12 Sur financement du Fonds de Consolidation de la Paix (PBF).

13 Interpeace et Indigo-Côte d'Ivoire, *Obstacles à la cohésion sociale et dynamiques de violence impliquant les jeunes dans l'espace urbain. Les voix des populations des communes d'Abobo, Treichville et Yopougon*, UNICEF et PNUD, juillet 2015.

Enfin, sur la base de ces leçons, une initiative a été lancée à Abobo auprès des comités de surveillance communautaires. Ces derniers ont été créés par les communautés en réponse aux agressions violentes commises par les jeunes dits « microbes » (voir chapitre 4). Conduit en 2016-2017 par Indigo grâce au soutien de l'Ambassade de France en Côte d'Ivoire, ce projet a pour but d'accompagner certains comités dans le développement d'approches non-violentes et préventives pour lutter contre le phénomène. Les enseignements tirés de cette initiative ont également permis de nourrir l'analyse présentée dans ce rapport.

Dans le cadre du projet de réinsertion des jeunes dits « microbes » susmentionné, dont est tirée une partie importante des leçons partagées ci-dessous, l'approche du terrain a été portée par la création progressive de liens avec les leaders de bandes, ainsi que leurs membres. De nombreuses rencontres ont été organisées par l'équipe d'Indigo auprès de ces leaders, des jeunes, de leur famille, des communautés, des travailleurs sociaux de la zone, ainsi que des autorités locales. Différents outils ont été mobilisés : entretiens individuels, séances d'écoute et de coaching, focus groupes, etc.

Ces rencontres ont été pour la plupart filmées, et des courtes vidéos ont été produites et diffusées dans l'objectif d'informer, de sensibiliser et de mettre en confiance les acteurs selon les besoins. L'outil audiovisuel fait partie intégrante de la méthodologie de travail d'Interpeace et son partenaire Indigo Côte d'Ivoire. Ce dernier permet d'assurer l'authenticité

des propos rapportés en gardant fidèlement les points de vue exprimés pendant les débats et de documenter l'ambiance dans laquelle le travail est conduit. Il s'est avéré particulièrement convaincant pour créer des passerelles de dialogue entre les jeunes et les populations notamment, et de dépasser les idées reçues et les peurs réciproques.

L'équipe d'Indigo Côte d'Ivoire engagée au quotidien sur le terrain était composée de chercheurs habitant la commune d'Abobo, connaissant les dynamiques et pouvant facilement être en immersion dans le milieu. Par ailleurs, des acteurs volontaires de la communauté ainsi que des travailleurs sociaux ont été impliqués tout au long du processus dans l'analyse et la mise en œuvre des actions concrètes pour la réinsertion des jeunes. Cet engagement a été couplé au renforcement de leurs capacités en matière de facilitation de dialogue et de stratégie de coaching. Cela a permis la création de relations de confiance, l'appropriation du processus par ces acteurs clés, ainsi que la continuation de leur soutien aux jeunes ciblés par le projet, une fois que ce dernier s'est achevé.

CHAPITRE 1

La commune d'Abobo, terreau fertile d'une culture de la violence

CHAPITRE 1 : LA COMMUNE D'ABOBO, TERREAU FERTILE D'UNE CULTURE DE LA VIOLENCE

Analyser la violence en bande organisée impliquant des (pré)adolescents et jeunes – telle qu'elle se manifeste à Abobo à travers le phénomène dit des « microbes » – requiert une compréhension fine du contexte. Dans la dynamique d'expansion urbaine de ce territoire situé au Nord du district d'Abidjan, différents facteurs ont concouru à son émergence. Au cœur de ces facteurs l'on trouve, en bonne place, une politique de croissance urbaine mal maîtrisée et génératrice d'exclusion.

1.1. Une cité dortoir oubliée, ou quand la croissance urbaine génère ses marginaux

La commune d'Abobo était au départ circonscrite à un noyau de villages autochtones *ébrié*.¹⁴ Ceux-ci étaient éparpillés sur des terres en plateau au Nord de la ville d'Abidjan. Ces terroirs villageois, au nombre de trois (Abobo-Té, Anonkoua-Kouté et Abobo-Baoulé) étaient faiblement peuplés¹⁵ et essentiellement valorisés en plantations familiales. Dans les années 1970 et 1980 ils connaissent une densification de leur peuplement et une accélération de leur expansion urbaine.

En effet, le percement du canal de Vridi, achevé en 1950¹⁶, a requis la mobilisation massive d'une main d'œuvre acheminée en grande partie du Burkina Faso et du Mali.¹⁷ Puis, une seconde vague de migrants est arrivée à la suite de sécheresses qui ont frappé ces pays en 1970. La plupart des arrivants ont dans un premier temps investi des zones d'habitation précaires situées autour des principaux bassins d'emploi alors concentrés au Sud d'Abidjan. Il s'agissait principalement des communes de Port-Bouët, Koumassi, Treichville et Marcory.

Plus tard, dans le courant des années 1970, ces sites précaires ont été détruits dans le cadre de la politique de développement urbain de la ville d'Abidjan, conduisant également au renchérissement des logements locatifs disponibles dans la zone. Cette opération a induit la relocalisation d'une partie importante de ces migrants économiques vers les nouvelles zones de peuplement d'Abidjan situées plus au Nord de la ville, à Abobo en premier lieu. Ce flux de populations déguerpies, auquel se sont graduellement ajoutés des migrants internes et externes issus de l'exode rural pour la plupart, a ainsi fortement accru la population résidente d'Abobo¹⁸. Celle-ci est passée de l'ordre de 4 000 habitants en 1963 à plus d'un million en 2014¹⁹. Ceux-ci vivent aujourd'hui dans 28 quartiers et villages faiblement

14 Les « *Ebriés* » ou « *Atchans* » sont une composante du grand groupe ethnique des Akans lagunaires. Abidjan et ses environs directs (Bingerville et Songon) sont leurs territoires d'implantation d'origine. Ils en sont les propriétaires terriens. Georges Niangoran Bouah, *Les Ebrié et leur organisation politique traditionnelle*, Annales de l'Université d'Abidjan, Serie F. Ethnosociologie, 1969.

15 Malgré la cohabitation avec les populations *Akyé* avec lesquelles elles ont en partage le terroir.

16 Cet ouvrage majeur devait positionner Abidjan, en connectant la lagune à la mer pour permettre l'accès des bateaux au port, comme tête de pont dans l'exploitation coloniale des ressources naturelles issues de l'arrière du pays et des colonies françaises de l'hinterland sahélo-saharien.

17 Alain Bonnassieux, *L'autre Abidjan : Chronique d'un quartier oublié*, INADES et Editions Karthala, 1987.

18 Ce flux de population semble ne pas tarir au fil des années. Bien au contraire, malgré une conjoncture économique difficile, le flot de personnes qui s'installent à Abobo ne fait qu'augmenter. L'ENV de 2011 établit que 52% de la population à Abobo, a une durée de présence inférieure à dix ans, 5,6% de moins d'un an, 4,8% d'un an.

19 Selon le dernier recensement de la population, -, la commune d'Abobo compte 1 030 658 habitants. Institut National de la Statistique

viabilisés et insalubres avec un réseau partiel d'évacuation des eaux usées à ciel ouvert et mal entretenu.²⁰

De fait, à la différence de la majorité de ses homologues du district d'Abidjan, la commune d'Abobo n'a jamais bénéficié d'une réelle politique d'équipements collectifs.²¹ La vie quotidienne des ménages se déroule en général dans la promiscuité de logements locatifs bâtis par occupation souvent illégale des sols. Le modèle d'habitat le plus répandu à Abobo est composé de cours communes.²² Ce modèle reproduit l'organisation de l'espace villageois dans lequel les logements sont organisés autour d'une cour centrale où se déroule l'essentiel des activités de la vie quotidienne.

Seulement, s'il permet aux populations économiquement faibles de se loger dans l'espace urbain, ce mode d'habitat représente une source de vives tensions. En effet, les personnes rassemblées dans ces petites cours n'ont souvent pas choisi leurs co-habitants. Au-delà des frictions de voisinage entre locataires aux valeurs et modes de vie parfois différents, la cour commune du fait de son exigüité reste le premier déterminant de la présence d'enfants dans les rues. En effet, nombreux²³ et trop bruyants pour se tenir dans la concession, les enfants se retrouvent naturellement à évoluer dans les ruelles voisines, le plus souvent pressés par des parents qui, lorsqu'ils sont présents, recherchent de la tranquillité.

Figure 1 : la cour commune urbaine²⁴



(INS), *Recensement général de la population et de l'habitat en Côte d'Ivoire (RGHP)*, 2014.

20 Ibrahim Kaba, *Qualité de vie et santé dans un quartier à habitat indigne de la ville d'Abidjan (Côte d'Ivoire) : rôle de l'assainissement dans ce débat écologique*, European Scientific Journal October 2015 edition vol.11

21 Un projet d'équipement a été financé dans les années 1980 par la Banque Mondiale mais n'a pas réussi à couvrir les besoins de ces populations en augmentation constante. Au niveau de l'habitat, les premières interventions réelles de l'État dans la commune ont porté en 1967 sur la réalisation d'un lotissement prolongeant la zone d'habitat spontanée destinée à accueillir des déguerpis. Plus tard, dans la seconde moitié des années 1970, 1500 logements économiques construits par la SOGEFIHA ont permis de moderniser un tant soit peu l'habitat dans la commune. Beaucoup moins qu'à Yopougon ou ailleurs, cette dynamique de marquage de l'empreinte urbaine pour la prise en charge au niveau des pouvoirs publics de l'habitat ne sera pas suivie, laissant la place à l'amplification du phénomène de l'occupation illégale de sites aux fins de construction d'un habitat spontané par les populations elles-mêmes.

Voir Philippe Cazamajor, *Avocatier : naissance, évolution et destruction d'un quartier spontané d'Abidjan*, Centre Orstom de Petit Bassam, 1981.

22 A Abidjan, les cours communes représentent près de 57% des modes d'habitat.

INS, *Enquête sur le niveau de vie des ménages*, 2015.

23 Les données manquent concernant la fécondité et la natalité à Abobo. Néanmoins à titre informatif, l'indice synthétique de fécondité pour le milieu urbain ivoirien était de 3,7 enfants par femme, en 2011 (contre une moyenne nationale de 5,4 en 2011). MSLS, INS, *Enquête démographique et de santé et à indicateurs multiples (EDS-MICS)*, Juin 2013. Voir également INS, *Enquête sur le niveau de vie des ménages 2011 à Abobo, Yopougon et à l'Ouest*, Décembre 2012. INS, *Enquête sur le niveau de vie des ménages 2015*, Juillet 2015.

24 Annie Manou-Savina, *Éléments pour une histoire de la cour commune en milieu urbain, réflexions sur le cas ivoirien*, Tropiques, 1989.

1.2. Une commune entre économie informelle et culture de la violence

La population d'Abobo compte parmi les catégories les plus fragiles du pays d'un point de vue économique. Le taux de chômage y est particulièrement important (20% en 2011 par exemple)²⁵ en comparaison des chiffres nationaux (11% pour l'ensemble du pays et 13% pour les zones urbaines²⁶ en 2011).²⁷ Par ailleurs, ces chiffres officiels incluent des emplois particulièrement précaires (occasionnels, en dessous du SMIG²⁸, etc.) et informels.²⁹ Le secteur d'activité informel non-agricole mobiliserait à lui seul 82% des chefs de ménage abobolais, essentiellement dans le commerce de proximité. Les quelques 18% de travailleurs bénéficiant d'un emploi formel dans le (para)public et le privé exercent leurs activités en dehors de la commune.

Les jeunes sont les premiers touchés par le chômage et les emplois précaires.³⁰ A titre d'exemple, le chômage touchait 27% des jeunes de 29 ans et moins à Abobo en 2011 contre 19% en milieu urbain ivoirien. A contrario, 9,5% des adultes de 30 ans et plus étaient touchés par le chômage à Abobo en 2011.³¹ Pour la majorité de ces jeunes, descendants de la deuxième voire de la troisième génération des premiers migrants

sédentarisés à Abobo, cette commune est un véritable désert d'emplois pérennes, et en particulier d'emplois formels. De petites niches industrielles existent néanmoins : une unité de production de volaille et une usine de cosmétiques sont en activité dans la périphérie nord de la commune par exemple. Toutefois, elles n'ont pas la capacité d'absorber la demande d'activité salariée qui émane de la population.

Ainsi, sans qualification³² ni capital pour démarrer une activité informelle comme leurs parents (en dehors des petits métiers de cireurs de chaussures ou de vendeurs à la criée), ou jugeant le temps de l'apprentissage trop long et peu gratifiant auprès de certains artisans (garagistes automobiles, tôliers, menuisiers, coiffeurs, etc.), de nombreux jeunes s'orientent vers les commerces illégaux et lucratifs. Ainsi, Abobo est devenu le siège d'une économie de la violence, organisée autour du trafic de substances psychotropes et autres marchandises illégales (contrefaçons, or, etc.). On dénombrerait à Abobo plusieurs centaines de lieux de consommation et de vente de drogues, appelés « fumoirs »³³.

Les leaders de ces trafics recrutent et mobilisent des jeunes évoluant en bandes, dont les dits « microbes », pour sécuriser les sites, commercialiser et consommer les produits. Par ailleurs, le milieu du transport, seul secteur économique véritablement développé dans la

25 Dans les chiffres du chômage inclus dans ce rapport et dans les données disponibles, sont considérés comme « en activité » à la fois les personnes exerçant un emploi formel ou informel, ainsi qu'un sous-emploi ou un emploi rémunéré au-dessous du SMIC.

26 Le chômage est particulièrement important en zone urbaine. Par exemple, le taux de chômage en 2012 s'élevait à 15,2% pour le milieu urbain, et 3,8% pour le milieu rural. Le chômage était particulièrement élevé à Abidjan, avec un taux de 19,5% pour la même année.

Agence d'Études et de Promotion de l'Emploi (AGEPE), *Situation de l'emploi en Côte d'Ivoire en 2012*, Juillet 2013.

27 Les chiffres du chômage par commune sont difficilement accessibles. Néanmoins, sur base des documents disponibles, une légère augmentation du taux de chômage est à noter entre 2008 et 2011 à Abobo. Le taux de chômage à Abobo est passé de 20,1% en 2008 à 20,5% en 2011. A l'inverse dans la commune de Yopougon, jouxtant Abobo, le taux de chômage a diminué de façon importante, passant de 25,7% en 2008 à 22,5% en 2011.

INS, *Enquête sur le niveau de vie des ménages, à Abobo, Yopougon et à l'Ouest*, Décembre 2012.

28 Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG). Il s'élevait à 36 607 FCFA en 2011 et 2012. Il est ensuite passé à 60 000 FCFA en 2013.

29 A titre d'exemple, en février 2014, le taux de chômage national était estimé à 5,3%. Néanmoins, ce chiffre atteint les 9,4% en incluant les travailleurs en dessous du SMIG et 25% en prenant en compte les sous-emplois. « *Les taux souvent élevés de l'emploi cacheraient de forts taux de sous-emplois visibles et invisibles.* » selon Clément K. Kouakou et Adébo T. Koba, *L'emploi des jeunes en Côte d'Ivoire : une étude diagnostique*, 2015.

30 « *Les statistiques récentes montrent que les jeunes [ivoiriens] représentent la population la plus touchée par le chômage, le sous-emploi et la précarité de l'emploi.* »

Clément K. Kouakou et Adébo T. Koba, *L'emploi des jeunes en Côte d'Ivoire : une étude diagnostique*, Op. cit.

31 INS, *Enquête sur le niveau de vie des ménages, à Abobo, Yopougon et à l'Ouest*, Op. cit.

32 Du fait de nombreux paramètres : car les places sont limitées dans les formations qualifiantes, du fait de l'abandon prématuré de l'école pour différents motifs, de la dévalorisation du cursus scolaire classique pour trouver un emploi, etc. Voir Chapitre 2 et INS, *Enquête sur le niveau de vie des ménages, à Abobo*, op.cit.

33 Voir *Lexique*. Le nombre de fumoirs est incertain. Il serait de plusieurs centaines à Abidjan. Voir « Santé des personnes usagères de drogue à Abidjan en Côte d'Ivoire, Médecin du Monde, octobre 2014 et « Lutte contre la drogue : Plus de 400 fumoirs découverts à Abidjan » in Revue de Presse du Ministère du commerce, de l'artisanat et de la promotion des PME, 17 novembre 2014.

commune, est le nœud de tous les trafics et des luttes de pouvoir violentes face aux mannes financières générées.³⁴ Les jeunes s'orientent en masse vers ce secteur³⁵. Une frange importante des jeunes dits « microbes » y exercent en tant qu'auxiliaires.

Enfin, forgés à la pratique de l'action violente, les dits « microbes » sont parfois engagés par des acteurs politiques, par l'intermédiaire des leaders des *ghonhis*.³⁶ Certains acteurs ou partisans politiques ont recours à ces jeunes comme prestataires de « services violents », le plus souvent à l'approche d'échéances électorales.³⁷ Ils sont alors mobilisés pour semer le

trouble dans un camp de la partie adverse, lors de meetings par exemple. Bien qu'encore circonscrit à la sphère politique, ce démarchage pourrait être le fait de groupes bien plus extrêmes voire même terroristes. Les jeunes dits « microbes » représentent une cible de choix, car déjà aguerris à la production de la violence et en quête de reconnaissance sociale.³⁸

34 Dans le cadre de la violence perpétrée en bandes organisée (transports, trafics, vols, etc.), bien que très peu documentés, certaines sources policières consultées font état d'environ 50 meurtres par an et d'une trentaine de blessés par mois à Abobo.

35 Le secteur du transport des biens et des personnes en Côte d'Ivoire est dans une large part informel, les pouvoirs publics ayant échoué à maintenir un dispositif efficace sur le long terme. INS, *Enquête sur la demande de transport dans le Grand Abidjan*, 2013.

36 En particulier les « Généraux » et « Devants-ghonhis ». Voir *Lexique* et Chapitre 3)

37 Voir Interpeace et Indigo Côte d'Ivoire, *Obstacles à la cohésion sociale*, op. cit.

38 Voir Interpeace, Indigo Côte d'Ivoire, IMRAP, *Au-delà de l'idéologie et de l'appât du gain*, op.cit.

Encadré 1. Comment je suis devenu « microbe » : les chocs socio-économiques au cœur des trajectoires de violence

Bien que les trajectoires menant vers la violence soient diverses, pour beaucoup il semble que le basculement s'inscrit dans une fracture, un choc familial et/ou économique. Ci-dessous, les témoignages illustratifs de deux jeunes suivis par l'équipe Indigo et Interpeace dans le cadre du projet pilote.

Témoigne 1.³⁹

« En 2004 la maladie du vieux a commencé. On devait envoyer le vieux au village pour aller le traiter. On avait problème d'argent. Et voilà comment je suis venu à la gare, et puis c'est venu tomber un jour où y a un autre syndicat⁴⁰ qui devait rentrer à Adjamé. Après de ceux chez qui je suis venu demander de l'aide, ils ont dit que ah, ça tombe bien, demain même là il y a un mouvement à Adjamé on doit remonter. Donc si tu viens et qu'on s'en va, forcé tu vas avoir [de l'argent]. On est parti. Je peux pas mentir, on a eu beaucoup, on a eu l'argent. Donc quand je suis venu soigner, quand je suis venu prendre la vieille et le vieux pour aller au village, en ce moment j'ai déjà fait palabre de machette, donc je sais que je vais revenir continuer, pour aller chercher argent pour soigner le vieux. Quand je suis parti j'ai commencé à chercher médicament de palabre. J'ai cherché ça un peu, et je suis revenu. »

Témoignage 2.

« Avant on habitait le quartier Samaké, mon père, ma mère, mes deux petites sœurs et moi. J'étais inscrit à l'école privée X et là-bas la scolarité est assez chère mais on enseigne bien, les élèves sont très bien encadrés. Tout allait très bien à l'école comme à la maison. [...] Les problèmes ont commencé

39 Entretien individuel, Abobo-Plaque, Novembre 2015.

40 Voir *Lexique*.

à venir suite au déguerpissement de certains magasins par les autorités municipales du plateau. On vivait désormais des économies de mon père puisque ma mère ne travaillait pas. Mon père est tombé gravement malade et toutes ses économies se sont épuisées. C'est ainsi qu'il a accumulé 3 mois de loyer impayés. Malgré les explications données par mon père au propriétaire, il a demandé à un huissier de nous vider de sa maison. Ma mère portait la grossesse de ma troisième petite sœur. A la maison c'était dur et ma mère était triste et inquiète et se cachait même pour pleurer par moment. Toute cette situation me révoltait, l'école me dégoûtait, elle m'énervait. On parcourait souvent les quartiers de Plaque et d'Agbékoï avec des camarades de familles pauvres que j'ai rencontrés à derrière rails à la recherche de fer.⁴¹ Moi je le faisais pour garantir mon petit argent de poche. »⁴²

41 Ferraille de récupération destinée à la revente.

42 Entretien individuel, Abobo, mars 2016.

1.3. La gare routière abobolaise : construction d'itinéraires vers la violence

Devant la rareté des offres et opportunités d'insertion, les quelques poches d'activités à même de procurer des revenus sont âprement disputées par les jeunes et adolescents. Dans le cas d'Abobo, le secteur du transport constitue l'un des principaux pourvoyeurs de revenus pour la jeunesse. L'étude publiée par Interpeace et Indigo Côte d'Ivoire sur les *'Obstacles à la cohésion sociale et les dynamiques de violences impliquant les jeunes dans l'espace urbain abidjanais'* en fait une analyse approfondie.⁴³

De fait, à l'origine de l'urbanisation de la commune d'Abobo se trouve la mise en service de la gare locale de la ligne des Chemins de fer en 1904. Autour de ce site, le développement d'activités de commerce a permis l'établissement d'un embryon de pôle urbain. Son extension vers les différents villages

ébrié alentours et au-delà a généré des besoins de mobilité. Ceux-ci ont rapidement été pris en charge, en l'absence de réponse publique satisfaisante, par un secteur artisanal de transport des personnes et des biens particulièrement dynamique.

Au départ de ce qui sera la gare routière d'Abobo, des lignes de taxis communaux localement appelés *wôrô-wôrô* et minibus intercommunaux appelés *gbaka* se sont ouvertes. Pour les animer, différents acteurs s'y sont greffés allant des chauffeurs aux apprentis, en passant par les rabatteurs de clients⁴⁴ ainsi que des syndicats⁴⁵. Faiblement régulée par les pouvoirs publics, l'activité de ces transporteurs et de leurs auxiliaires est marquée par l'omniprésence de la violence. D'un côté, les syndicats et autres « responsables de lignes⁴⁶ » prélèvent sur les chauffeurs des taxes informelles. Leur paiement requiert souvent que ceux qui « encaissent » exercent de la violence sur les chauffeurs ou groupes de chauffeurs réfractaires. Par ailleurs, partagé entre plus d'une centaine de syndicats à Abidjan⁴⁷, le secteur est très disputé entre

43 Interpeace et Indigo Côte d'Ivoire, *Obstacles à la cohésion sociale, op. cit.*

44 Appelés localement des *Gnambros*. Ce sont des jeunes qui, à l'origine, indiquaient à la criée les destinations des mini-cars aux passagers. Au fil du temps, ils sont devenus des auxiliaires des « syndicats » chargés de collecter auprès des chauffeurs leurs cotisations.

45 A l'origine, le terme « syndicat » faisait référence aux groupes corporatistes de transporteurs ou chauffeurs qui avaient vocation à défendre les intérêts de leurs membres. Mais aujourd'hui, dans le milieu du transport abidjanais, il s'agit de groupes de personnes qui, sur la base d'une autorisation obtenue auprès des autorités locales, s'arrogent le droit de prélever une taxation sur les activités de transport. On parle alors d'« encaissements », opérés quotidiennement par des jeunes. Le surnombre de ces organisations crée des tensions sur la gestion des lignes de transport, et de la manne financière générée. Ces tensions débouchent très souvent sur des affrontements violents à la machette, auxquels sont associés certains groupes de jeunes dits « microbes ».

46 L'ouverture d'une ligne nouvelle de déserte semble dans ce milieu donner droit à la perception de taxes d'exercice journalier pour chaque voiture et sur les différents chargements de clients. L'exclusivité de la perception de cette taxe (activité que le promoteur de la ligne confie à des équipes de jeunes qui lui sont dévoués) reste précaire car des groupes plus forts en production de violence peuvent en chasser le détenteur après des combats de rue et, par ce moyen, y placer leurs propres hommes.

47 Dont une trentaine à Abobo.

ces derniers. Les différends sur les modalités de perception des taxes entre ses différentes organisations se règlent à coups de bagarres rangées à l'arme blanche dans les rues.

« C'est la rue, on « zié sur ton jeton » [on t'intimide, pour te déposséder de ton argent]. [...] C'est ta promotion, ils vont te cogner, pour finir tu « vas prendre cœur » [tu auras le courage de riposter] tu vas cogner aussi. C'est comme ça la gare. C'est comme ça on introduit la gare. [...] C'est ton droit là, tu vas prendre avec force. Si tu n'as pas cœur [si tu n'as pas le courage] aussi, ils vont te frapper, frapper. Quand tu en auras marre là, tu vas prendre cœur, tu vas frapper aussi. »⁴⁸

Pour nombre de jeunes d'Abobo en quête de subsistance, n'ayant d'autres alternatives que de rallier la gare routière, l'appartenance à l'une ou l'autre de ces factions est une nécessité vitale. La capacité à produire de la violence individuellement ou en bande y est une obligation. Ces bandes de porteurs de violence procèdent au recrutement de leurs membres dans les rues des quartiers auprès de (pré)adolescents et jeunes en souffrance. Ainsi se développent des trajectoires vers les *gbonhi* de jeunes dits « microbes ». A titre d'exemple, tous les jeunes suivis par Indigo et Interpeace dans le cadre du projet pilote avaient un lien plus ou moins fort avec ce secteur.⁴⁹

Conclusion du chapitre

Bien qu'une analyse approfondie des trajectoires individuelles des jeunes dits « microbes » révèle une complexité de facteurs en toile de fond de leur basculement dans l'action violente, l'environnement économique et social dans lequel ils évoluent constitue un écosystème assez déterminant. L'histoire de l'urbanisation d'Abobo révèle qu'en l'absence d'une implication volontariste des pouvoirs publics, celle-ci s'est faite dans un relatif désordre, entraînant des réclusions de plus en plus importantes de populations à l'origine vulnérables vers les marges de la société. Entamée avec les aînés sociaux (les migrants de la première heure réinstallés à Abobo, pour la plupart après des déguerpissements), cette relégation à la marge a fini par concerner aujourd'hui les plus jeunes. Ces derniers, faiblement dotés en capital culturel et économique, ne trouvent pour la plupart d'alternative pour se recomposer socialement que dans les rues, en intégrant des groupes porteurs de violence.

Interpeace et Indigo Côte d'Ivoire, *Obstacles à la cohésion sociale, op. cit.*

48 Entretien individuel, Secrétaire général d'un syndicat de transporteurs, Abobo, décembre 2015.

49 Voir le tableau en annexe relatif au secteur socio-économique de base des jeunes suivis par Indigo-Interpeace. Leurs occupations de base sont diverses (école, artisanat, commerce, transport, sans activité). Néanmoins, tous ces adolescents et jeunes sont engagés plusieurs fois dans le mois dans les activités d'« encaissements » ou de « remontées » des généraux (voir *Lexique*).

CHAPITRE 2

**Urbanité et crise des cadres traditionnels
de socialisation du jeune**

CHAPITRE 2 : URBANITÉ⁵⁰ ET CRISE DES CADRES TRADITIONNELS DE SOCIALISATION DU JEUNE

Mal encadrée, la dynamique urbaine à Abobo a généré un processus de relégation à la marge (au sens géographique et sociologique du terme) d'une large frange de sa population. Cette précarité, combinée à l'absentéisme des parents, contribue au faible encadrement des plus jeunes. Par ailleurs, les institutions relais comme l'école sont également dans l'incapacité d'encadrer et d'éduquer la jeunesse abobolaise. Ces faiblesses ont une incidence directe sur les trajectoires de violence des jeunes et, de façon spécifique, sur l'essor et la structuration du phénomène dit des « microbes ».

2.1. L'éducation parentale en crise

L'absence d'opportunités économiques formelles à Abobo et les exigences de l'économie informelle locale obligent nombre de parents, parfois le père et la mère ensemble, à sortir tôt de leur lieu d'habitation pour n'y revenir que tard en soirée. Pour les chefs de ménage en quête d'activité rémunérée, cette « désertion » de domicile se justifie par l'obligation de rallier les bassins d'emplois situés hors de la commune.

« Il faut reconnaître qu'à cause des occupations, la mère quitte Abobo pour aller vendre à Adjamé. Elle ne revient que le soir. La mère quitte ou le père quitte Abobo pour aller travailler au port. Ils ne reviennent que le soir. Toute la journée, les enfants,

je ne dirais pas qu'ils sont livrés à eux-mêmes. Mais, le regard maternel ou paternel n'étant pas là, l'enfant se croit obligé de faire comme les autres. Et les autres aussi, ce n'est pas forcément l'idéal. Ça aussi ça été un souci. »⁵¹

Pour d'autres parents, il s'agit tout simplement de fuir momentanément une maisonnée parfois trop nombreuse dont on n'est pas toujours capable de satisfaire les besoins primaires. Dans ces conditions, la responsabilité éducative des parents semble se résumer à la prise en charge de quelques-uns des besoins primaires de l'enfant.

« Certains parents ont démissionné de leur devoir, qui consiste non seulement à mettre les enfants au monde. Mais la chose la plus importante pour les parents, c'est de les éduquer. Pas les élever, c'est les animaux qu'on élève. Mais c'est de les éduquer. L'éducation, de façon plus ample, touche tous les plans. Eduquer quelqu'un, savoir regarder, savoir collaborer, savoir ce qui plaît, ce qui déplaît, ce qui nuit, ce qui ne nuit pas, tout ça fait partir de l'éducation. »⁵²

Par ailleurs, certains schémas familiaux et recompositions à l'œuvre dans les familles à Abobo tendent à agrandir les difficultés du parent à qui incombe l'éducation de l'enfant (mères célibataires, familles éclatées, foyers polygames,⁵³ déclassement social suite à un renvoi, etc.). Certaines familles accompagnées par Indigo et Interpeace étaient

50 Par opposition à « ruralité ». Façon d'être dicté par la vie en milieu urbain. Code de valeurs et de normes développé dans ce cadre.

51 Focus groupe femmes, Abobo, janvier 2016.

52 Entretien individuel, Abobo, décembre 2015.

53 En 2011 en Côte d'Ivoire, 28 % des femmes vivaient en union polygame (près d'une femme sur 3). Cette proportion augmente régulièrement avec l'âge, allant de 16 % pour les femmes de 15-19 ans à 42 % pour celles de 45-49 ans. MSLS, INS, *Enquête démographique et de santé et à indicateurs multiples (EDS-MICS)*, juin 2013.

touchées par le problème, du fait de la gestion de la polygamie et/ou de l'absence du père par exemple. En milieu urbain, contrairement au milieu rural, les différents foyers du père polygame sont distants. L'éducation de l'enfant est assurée par la femme. Les rivalités sont également fortes entre épouses, et la pression est grande selon certaines, pour assurer la réussite du foyer mieux que leurs concurrentes.

« Le monsieur, il ne travaille pas, ou bien il n'a pas un travail stable et il a quatre femmes et chacune de ces femmes a au moins cinq ou six enfants et chacune de ces femmes prend ses enfants en charge sans aucune formation, ces femmes-là, souvent elles font le petit commerce ; comment est-ce que ces enfants ne vont pas devenir microbes... Parce qu'ils ont envie d'être comme les enfants de bonne famille. »⁵⁴

Parfois, c'est l'enfant lui-même qui est commis d'aider les parents, ce qui contribue à dégrader encore davantage l'autorité parentale.

« Si nos enfants travaillent, est-ce que moi la maman j'ai besoin d'aller travailler ? Lui il a la force, il est encore jeune, il peut aller travailler et puis dire : ah maman tiens 10 000 [francs], tiens 20.000. Mais s'ils n'ont pas, ils vont aller à la gare de Bassam, ils vont aller faire syndicat pour avoir les 500, les 1 000 francs parce que y'en a qui donnent argent de popote à leur maman, y a d'autres qui s'occupent de leurs petites sœurs. »⁵⁵

Contrairement aux idées reçues, nombre d'enfants porteurs de violence en bande organisée sont encore en relation avec leurs parents ou un membre de la famille⁵⁶. Néanmoins, pour ceux qui ont un lien avec la cellule familiale, les rapports avec les parents sont souvent difficiles voire conflictuels, en particulier avec le père. Cette situation est encore plus vraie dans le cas des familles recomposées ou polygames.

Ainsi, dans les familles de jeunes dits « microbes », l'autorité du père semble être systématiquement remise en cause par l'enfant. Pour la plupart des jeunes consultés dans le cadre du projet pilote, les rapports avec la mère sont relativement meilleurs. Les jeunes interrogés se disent « fatigués » d'un père « dictateur » qui leur impose son point de vue. En clair, la figure paternelle et le type d'autorité qu'elle est supposée incarner semblent en crise.

« C'est le dialogue qu'il faut. Il faut pouvoir communiquer suffisamment. J'insiste sur la communication. C'est important dans un ménage. C'est important pour l'épanouissement de toutes les personnes qui composent ce ménage-là. Quand y a manque de communication c'est difficile et tout le monde est égaré. »⁵⁷

Cette crise de l'autorité parentale serait elle-même en lien avec l'affaiblissement ou la mutation, dans l'espace urbain, du modèle communautaire traditionnel d'accompagnement des parents et de prise en charge éducative des jeunes. Les parents ne sont plus préparés ni accompagnés dans la parentalité par les aînés sociaux. Par ailleurs, pendant l'absence des parents, le contrôle sur l'enfant est assuré par la rue. Or, cette dernière promeut des comportements et modèles de réussite sociale violents.

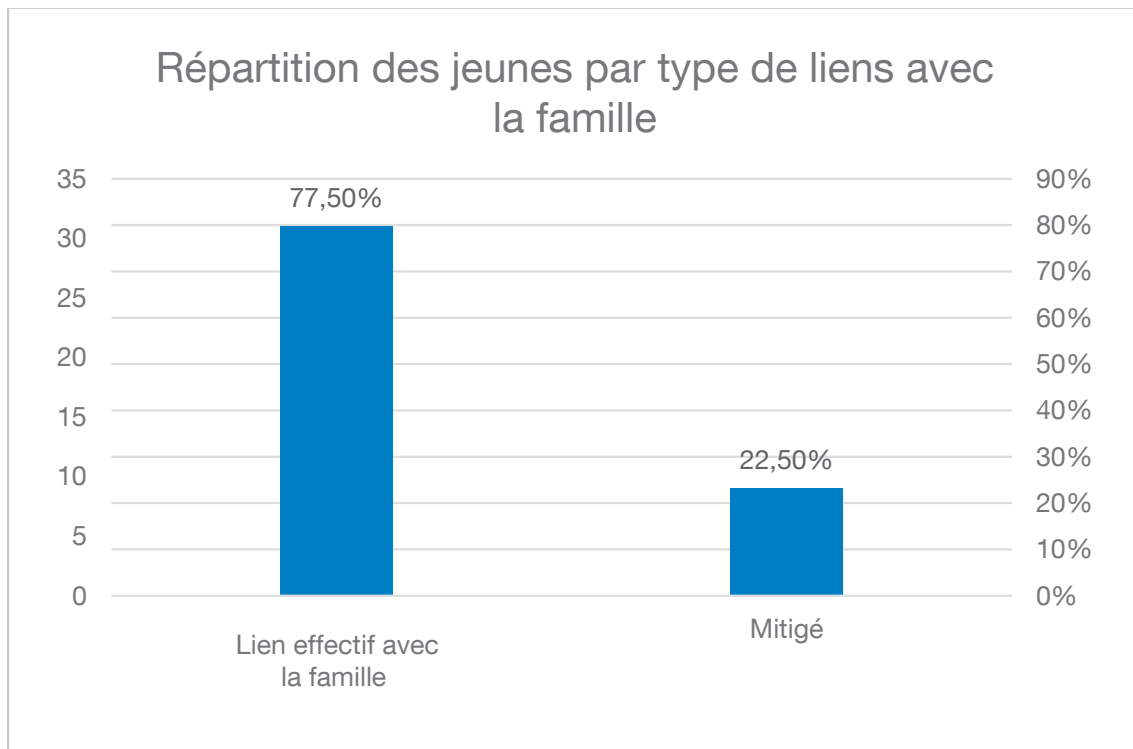
54 Focus groupe femmes, Abobo-Plaque, décembre 2015.

55 Focus groupe femmes de Biafra, Treichville, février 2015.

56 Plus de 77% de l'effectif suivi par Indigo et Interpeace dans le cadre du projet pilote par exemple. Voir *Tableau 1* ci-dessous et en annexe.

57 Focus groupe jeunes, Abobo-Plaque, mars 2016.

Tableau 1 : Répartition des jeunes accompagnés lors du projet pilote à Abobo, par type de lien avec la famille.⁵⁸



2.2. De l'éducation communautaire traditionnelle à l'éducation de la rue

Dans l'espace rural traditionnel, dont la plupart des Abobolais étaient issus avant de tenter l'expérience urbaine, « l'éducation d'un enfant incombaît à toute la population [...] au point où l'enfant, quand le père est au champ, il a peur de faire des bêtises parce que l'ami du père, le voisin qui est là. S'il te voit faire une bêtise, il va réagir énergiquement. »⁵⁹ Cette responsabilité collective de l'inculcation des normes et valeurs à l'enfant constitue « l'éducation communautaire traditionnelle ». Cette dernière permet d'appuyer les parents et les enseignants dans leurs efforts d'éducation. Or, dans un milieu urbain tel qu'Abidjan, il semble que ces

intrusions soient de moins en moins possibles. Pour certains, dans un contexte où beaucoup d'ainés sociaux ont du mal à penser l'éducation des enfants sans le recours au châtiement corporel⁶⁰, les « injonctions droits-de-l'hommistes » nuisent à la capacité d'encadrement des plus jeunes par la communauté.

« Respect des droits des enfants, c'est une bonne chose. Mais dans ce respect de droit là, ça a amené les enfants à croire qu'ils n'ont plus le devoir d'écouter et d'appliquer à la lettre ce que les parents disent. »⁶¹

« On ne peut pas aller jusqu'au bout parce que, aujourd'hui [si] tu as le malheur de taper un enfant, tu as un problème. Cette liberté exagérée mélange les pédales. »⁶²

58 La catégorie « Lien avec la famille » inclut les jeunes qui vivent en famille ou qui rendent très régulièrement visite à leur famille. La catégorie « Mitigé » inclut les jeunes qui ne vivent plus en famille mais qui, quelques rares fois, rendent visite à leur famille. Tous les jeunes suivis par Interpeace et Indigo avaient au moins un lien avec leurs parents.

59 Entretien individuel, Abobo, décembre 2015.

60 En effet, il est généralement perçu par les aînés comme nécessaire d'imprimer les leçons enseignées dans la « chair ». L'internalisation des règles et normes, selon les cadres traditionnels d'éducation, ne peut se faire sans douleur. La société a encore du mal à trouver des modèles alternatifs et non-violents d'éducation.

61 Entretien individuel, Abobo, décembre 2015.

62 Focus groupe femmes, Abobo-Plaque 2, décembre 2015.

Or, cette dénonciation semble cacher un mal plus profond, lié à l'affaiblissement des liens communautaires, ainsi qu'aux tensions vécues au sein de mêmes quartiers. Ces tensions au sein et entre quartiers transparaissent dans l'origine même du terme « microbe » (voir encadré 2). Cet affaiblissement des liens au sein d'un même quartier tient au milieu urbain, où les populations ont essayé de transposer leurs réalités rurales, notamment à travers le mode d'habitat. Les cours communes, telles que mentionnées précédemment, imposent une vie en communauté à des individus qui sont souvent étrangers les uns pour les autres (voir chapitre 1). Ces cours, construites sur le modèle villageois, contraignent à la promiscuité et au partage d'un espace de vie collectif. La cuisine par exemple est unique et partagée par tous dans le monde rural. Or, en milieu urbain, cette pièce est bien souvent devenue un lieu où les ordures sont entreposées, signe de ce délitement des liens. Les familles mangent tour à tour, et la compétition est grande.

« Maintenant on fait manger les enfants au salon, avec parfois la porte fermée. On vit une urbanité concurrentielle. C'est une jungle urbaine. »⁶³

Cette tension entre foyers s'illustre également dans l'insalubrité d'Abobo.⁶⁴ Traditionnellement, une famille qui réussit est une famille rassasiée, qui déverse des restes de nourriture en dehors du logis. Dans cette lutte ostentatoire entre familles, au sein d'une société abobolaise en manque, chacun laisse ses détritiques à la porte, pour démontrer leur réussite sociale.

Ainsi, la pression sociale est forte, les familles se sentant en compétition et vivant agressivement l'urbanité. Raison pour laquelle, en cas de dénonciation par un membre de la communauté d'un fait d'un jeune dit « microbe », c'est souvent la jalousie qui est d'abord mise en avant par les chefs de famille.

« Mon enfant n'est pas « microbe », tu es jaloux de la réussite de mon enfant comme ton enfant est paresseux. »⁶⁵

Ainsi, les membres de la communauté et du quartier ne sont plus légitimes aux yeux des parents dans le contrôle des plus jeunes. Ce délitement des liens diminue considérablement la responsabilité collective en matière d'éducation.

« Tout le monde a démissionné de leur mission. Comment réparer le mal, il va falloir que les parents, les communautés, les chefs de communautés, les guides religieux, l'autorité, il va falloir qu'on s'assie autour d'une même table, se définir la mission de chacun de nous. [...] Si chacun est sincère et jouera pleinement son rôle, on va pouvoir pallier, sinon atteindre l'objectif qui est de corriger le mal de notre société. »⁶⁶

Comblant le vide laissé par l'affaiblissement de l'éducation communautaire « traditionnelle », d'autres cadres de socialisation et d'éducation prennent en charge l'accompagnement des enfants et jeunes à la marge, les conduisant vers la violence. Cet accompagnement est assuré par des mentors, « vié-pères » et « grands frères » du quartier (voir chapitre 3) qui se font une place dans la société à travers l'emploi de la violence. Certains parents, se sentant impuissants, vont même jusqu'à leur confier leurs enfants.

« Beaucoup de parents viennent nous voir. Pardon je ne comprends plus mon enfant. Je lui parle il m'écoute pas. A la maison il ne respecte plus quelqu'un. Il est toujours dans la rue. Il ne rentre pratiquement plus à la maison. Pardon, je te le donne. Faut faire quelque chose [...] C'est ton petit frère faut le surveiller. »⁶⁷

Ainsi, du fait de la raréfaction de modèles communautaires traditionnels assumés (les aînés sociaux et leaders religieux par exemple), ces mentors contribuent à la promotion de modèles de réussite sociale alternatifs, souvent violents. Censée appuyer les familles et les communautés, l'école est aujourd'hui incapable d'y faire face en contribuant à l'émergence de modèles de réussite pacifiques.

63 Séverin Kouamé., Coordonnateur d'Indigo Côte d'Ivoire, janvier 2017.

64 Ibrahima Kaba, *Qualité de vie et santé dans un quartier à habitat indigne de la ville d'Abidjan (Côte d'Ivoire) : rôle de l'assainissement dans ce débat écologique*, Op. cit.

65 Focus groupe femmes, Abobo-Plaque, décembre 2015.

66 Entretien individuel, Abobo, décembre 2015.

67 Entretien individuel, Abobo, janvier 2016.

Encadré 2. A l'origine du mot « microbe »

Sur les origines de l'appellation « microbe » utilisée pour désigner des adolescents et jeunes opérant en bandes organisées, les versions sont multiples. Toutefois, déjà dans le milieu des années 90, des groupes d'élèves issus du Collège Moderne du Plateau se faisaient appelés « virus » dans une « guerre entre écoles » que se livraient à l'époque les établissements secondaires du pays. Cette autodénomination avait pour vocation de démontrer, vis-à-vis de leurs camarades, leur nocivité et leur capacité de mobilisation en grand nombre.

Selon certains acteurs rencontrés par Indigo Côte d'Ivoire et Interpeace, c'est l'expression « petit cacaba », qui signifie « morpion », « minus » dans l'argot ivoirien, qui aurait progressivement évolué vers « microbe » dans la seconde moitié des années 2000. De jeunes adultes employaient ces formules pour désigner des plus jeunes auxquels ils étaient opposés dans certaines compétitions de football. L'idée contenue dans le terme « cacaba » puis « microbe » était de montrer que les cadets étaient trop faibles pour leur venir à bout. Ces expressions sont globalement perçues très négativement.

En effet, l'espace urbain abidjanais est le théâtre de fortes confrontations intergénérationnelles, qui s'expriment notamment à travers les compétitions sportives. Les tournois de quartier appelés « comités » voient s'affronter des équipes composées de différentes catégories de population (mariés contre célibataires, étudiants-élèves contre vagabonds, mères contre jeunes filles, etc.). Ces compétitions représentent les lignes de fracture de la société, particulièrement marquées autour des générations et des territoires. Ces rivalités ont été transposées dans l'espace public en dehors des tournois, donnant lieu à des confrontations de plus en plus violentes.

Il est reconnu parmi les populations que la trame du film *La Cité de Dieu*⁶⁸, sorti en 2002 va donner une configuration particulière à ces affrontements de rue. Ce film, qui a marqué les esprits à Abidjan, montre la lutte pour le contrôle des territoires dans les favelas brésiliennes. Le terme de « microbe » y était employé pour désigner les groupes de cadets sociaux, qui vont finir par renverser les plus âgés. Cette appellation ainsi que les modes opératoires de ces gangs vont inspirer les bandes évoluant déjà à Abobo.

68 *La Cité de Dieu*, coréalisé par Fernando Meirelles et Kátia Lund, 2002.

2.3. Les limites de l'offre scolaire publique à Abobo

« Avant, l'école ivoirienne était une école, un espace bien aménagé pour la réussite du savoir mais aussi pour l'éducation. Mais malheureusement aujourd'hui, ce n'est pas le cas. Peut-être le savoir, mais pas l'éducation. »⁶⁹

Longtemps considérée comme un moyen efficace pour obtenir un emploi⁷⁰, l'école semble désormais se circonscrire à sa fonction technique de dispensation d'aptitudes pour lire, écrire et compter. Les établissements scolaires sont perçus comme des usines à produire des diplômés chômeurs. En 2008 par exemple, à Abidjan, les personnes sans instruction connaissaient un taux de chômage de 8,5%, contre 21% pour celles ayant achevé le cycle primaire, 29% pour celles du secondaire, et 35,5% pour celles du supérieur.⁷¹ Dans les imaginaires abobolais, la réussite sociale par l'école semble ainsi, pour beaucoup, une vaine illusion.

Par ailleurs, l'institution semble ployer sous les difficultés sans qu'aucune véritable réponse ne soit trouvée par les pouvoirs publics.

« Aujourd'hui, les écoles publiques sont surpeuplées [...] la classe la moins peuplée est plus de 90. Oui, 90 au CP1 [...] Quand c'est comme ça, ils sont mal formés déjà. Ils s'assentent à trois, trois, trois depuis CP1. [...] A un moment donné, il y a blocage. »⁷²

Le taux de scolarisation du cycle primaire, est passé de 98,3% en 2008 à 68,5% en 2011, soit une baisse de 29,8 points.⁷³ Malgré l'accroissement

démographique important de la commune (augmentation annuelle de 3,2% entre 1998 et 2014 contre une moyenne de 2,7% à Abidjan)⁷⁴, l'offre scolaire publique semble stagner.⁷⁵

« Voyez vous-même, de Samaké jusqu'à la gare, les écoles publiques qu'il y a : y a école Nord, première école publique primaire, y a Houantoué, Kennedy et c'est tout pour cette zone-là. Alors que c'est l'une des zones les plus peuplées d'Abobo. »⁷⁶

Dans ce cadre, le marché de la scolarisation est essentiellement tenu par des acteurs privés. Celles-ci peuvent être confessionnelles ou non, reconnues par l'Etat ou illégales. Dans ce dernier cas, l'on parle d'écoles « boutiques »⁷⁷, qui accueillent elles-aussi plusieurs centaines d'élèves. Les coûts relativement élevés et la qualité moyenne de l'encadrement apporté dans ces établissements privés n'incitent pas à poursuivre une scolarité longue. Ceci surtout que les parents eux-mêmes majoritairement analphabètes⁷⁸ ne valorisent pas auprès de leurs enfants l'acquisition de diplômes comme moyen de promotion sociale. Ainsi par exemple, concernant le groupe d'adolescents et jeunes dits « microbes » suivis par Indigo et Interpeace, 52% avaient abandonné l'école sans accéder au lycée.

Par ailleurs pour les populations consultées, de nombreux enseignants sont en crise de vocation. L'enseignement étant un des premiers secteurs recrutant en masse en Côte d'Ivoire⁷⁹, alors que le taux de chômeurs diplômés est conséquent, certains s'orienteraient vers ce corps de métier, « [sans] conviction »⁸⁰. De plus, si parmi eux des personnes ont suivi le parcours classique pour devenir enseignants,

69 Entretien individuel, Abobo, décembre 2015.

70 Dans la première décennie après l'Indépendance, entre 1960 et 1970, l'école était considérée comme le principal moyen d'ascension sociale. Néanmoins à partir de la fin des années 70 et le début des années 80, la crise économique a créé une pression importante sur le marché de l'emploi, avec une augmentation importante des diplômés chômeurs.

Eric Lanoue et Laurence Proteau, « Passions scolaires en Côte-d'Ivoire : École, État et société », Cahiers d'études africaines, 2003.

71 Clément K. Kouakou et Adébo T. Koba, *L'emploi des jeunes*, op. cit.

72 Interpeace/ Indigo, *Obstacles à la cohésion sociale*, op. cit. : Groupe de restitution Yopougon, février 2015.

73 Comparativement, dans la commune de Yopougon, ce taux était de 108,4% en 2008 contre 78,0% en 2011, soit une baisse de 30,4 points. INS, *Enquête sur le niveau de vie des ménages de 2011 à Abobo, Yopougon et à l'Ouest*, décembre 2012, INS, PNUD.

74 A Yopougon par exemple, sur la même période, ce taux est de 2,9%. Résultats globaux, Recensement Général de la Population et de l'Habitat 2014 (RHDP).

75 Voir Interpeace, Indigo Côte d'Ivoire, IMRAP, *Au-delà de l'idéologie et de l'appât du gain*, op.cit.

76 Focus groupe victimes, Abobo, janvier 2015.

77 Voir *Lexique*.

78 48,4% de la population abobolaise est analphabète en langue française. INS, *Enquête sur le niveau de vie des ménages de 2011 à Abobo, Yopougon et à l'Ouest*, Décembre 2012, INS, PNUD.

79 « Côte d'Ivoire/ Concours CAFOP 2017 : 5000 instituteurs adjoints vont être recrutés », Agence Ivoirienne de Presse, via Abidjan.net, 22/12/2016 (consulté le 21/01/2017).

80 Interpeace/ Indigo, *Obstacles à la cohésion sociale*, op. cit. : Groupe de restitution, Yopougon, février 2015.

en passant par les établissements dédiés que sont le Centre d'Animation et de Formation Pédagogique (CAFOP) et l'École Normale Supérieure (ENS), d'autres s'y sont engagés sans bénéficier d'une formation solide. Le comportement des enseignants a également une grande influence sur la bonne ou mauvaise éducation des élèves.

« On ne peut pas éduquer si on n'est pas soi-même éduqué [...]. L'enseignant éduque de par sa manière d'être propre. Sa façon de s'habiller, sa façon de s'adresser aux gens, sa façon de respecter les autres [...]. L'enseignant éduque de cette manière sans trop parler parce que l'élève observe son formateur. »⁸¹

« Si on a calculé les moyennes que tu n'as pas la moyenne, tu t'en vas voir : oh ! Monsieur, aidez-moi, il va dire ; bon tu as combien pour moi ? [...] Et puis je vais te donner 13 ? »⁸²

Enfin, l'école est un lieu de luttes violentes où sont reproduites les tensions existant au sein des quartiers ainsi que de la société ivoirienne dans son ensemble.⁸³ Cette violence, perpétrée par les élèves et le corps enseignant, est endémique et banalisée. Elle revêt la forme de rackets, de bagarres entre écoles et au sein de l'écoles, de la conduite de trafics illicites, de grèves violentes, etc.⁸⁴

« J'étais en 4^{ème}, [...] en ce moment, on payait pas nos professeurs-là, donc les professeurs se sont associés, ils sont venus voir une classe (pour leur demander de) faire grève, là quand le fondateur va les payer, ils vont donner, ajouter sur leur moyenne, ils vont donner des plus, plus. Donc les élèves aussi, ce jour-là, machettes, couteaux [...] ils ont mélangé l'école. [...] Le fondateur a eu peur même, le lendemain, il a appelé les professeurs pour donner leur salaire. »

La violence perpétrée par les adolescents et jeunes dits microbes est également transposée dans le milieu scolaire. En effet, de nombreux jeunes dits « microbes » vont à l'école et reproduisent en son sein les comportements menaçants et violents qu'ils ont

développés dans les *gbonhis*. A titre d'exemple, sur les individus suivis par Interpeace et Indigo dans le cadre du projet pilote, 20% n'ont jamais été à l'école, tandis que 52,5% l'ont abandonnée et 27,5% sont encore scolarisés. Toutefois, il est à noter que les jeunes scolarisés n'étaient pas identifiés comme « microbes » par leurs camarades et professeurs, mais étaient perçus comme des figures de « rebelles » et de caïds ».

Il y a donc comme une crise des valeurs au sein de l'institution scolaire. Celle-ci est devenue un lieu où se réalisent des marchandages et violences en tous genres. Ainsi, la violence constitue l'un des premiers motifs d'abandon scolaire dans la commune d'Abobo (et au-delà).⁸⁵ Face aux comportements déviants des professeurs et élèves, ainsi qu'au taux de chômage important pour les diplômés, l'école ne permet pas d'ériger des modèles de réussite « classiques » non-violents à Abobo. Les enfants et jeunes sont davantage admiratifs de personnalités à la fortune rapide (« chap-chap »)⁸⁶ et ostentatoire, basée sur le commerce illicite.

Conclusion du chapitre

En lien avec ce qui précède, pour beaucoup d'adolescents et jeunes dits « microbes », l'initiation à la violence est généralement précoce. Elle semble obéir à un besoin de se recomposer en l'absence d'une autorité parentale réelle et de se construire en s'inspirant de modèles d'autorité et de réussite qu'offrent la rue. Cette recomposition dans la rue conduit parfois à une banalisation de la violence, dans la mesure où l'on tue pour (sur)vivre et exister socialement, au sein d'un univers où la marginalisation devient une expérience sociale partagée.

81 Entretien individuel, Abobo, décembre 2015.

82 Interpeace/ Indigo, *Obstacles à la cohésion sociale*, op. cit. : Focus groupe d'élèves, Yopougon, février 2015.

83 Voir notamment l'encadré 2 sur l'origine du mot « microbes » évoquant les luttes intergénérationnelles/territoriales à l'œuvre à travers les bagarres d'écoles.

84 Voir Interpeace/ Indigo, *Obstacles à la cohésion sociale*, op. cit.

85 L'abandon scolaire est un motif majeur d'abandon scolaire majeur en milieu rural et urbain, au-delà d'Abobo. Voir INS, *Enquête sur le niveau de vie des ménages 2011 à Abobo, Yopougon et à l'Ouest*, Décembre 2012 et Interpeace et Indigo Côte d'Ivoire, *Obstacles à la cohésion sociale*, op. cit.

86 Voir *Lexique*.

CHAPITRE 3

**Se réinventer dans la rue et exister
socialement par le gbonhi**

CHAPITRE 3 : SE RÉINVENTER DANS LA RUE ET EXISTER SOCIALEMENT PAR LE *GBONHI*

Pour nombre de jeunes dits « microbes », la famille, l'institution scolaire et l'environnement communautaire dans lesquels ils évoluent à Abobo sont incapables ou trop peu légitimes pour leur mettre à disposition les codes, valeurs et moyens nécessaires à leur développement. Dans ces conditions, ces adolescents et jeunes garçons, âgés de 8 à 25 ans en moyenne⁸⁷, se tournent vers « la rue ». ⁸⁸Ils y intègrent un groupe, un « *gbonhi* », composé en moyenne d'une quarantaine d'individus de sexe masculin (les jeunes filles jouent également un rôle auxiliaire, voir l'encadré 3). Ce groupe leur permet de se construire socialement, principalement par la violence.

Cette construction sociale relève d'un processus structuré et exigeant. Elle implique l'internalisation de certaines règles et principes structurant : relation à un territoire et participation active au « contrôle » de celui-ci, construction d'une réputation et identification à un leader ou une figure forte perçue comme le modèle d'autorité à respecter, puis à « tuer » pour pouvoir émerger à son tour. La production de violence dans le cadre du phénomène dit des « microbes » est une réponse adaptative de jeunes en « souffrance » sociale.

3.1. Attachement au territoire et sentiment d'appartenance au groupe

Pour les jeunes évoluant en bandes organisées dits « microbes », le sous-quartier où ils sont nés et ont grandi représente un élément clé de leur identification.⁸⁹ Chaque groupe est identifiable au « territoire » d'origine de ses membres. Un sous-quartier sans groupe est un territoire sans propriétaire sur lequel toutes les autres bandes peuvent venir produire impunément de la violence. Par ailleurs, différents groupes peuvent exister dans un même sous-quartier.

La sociabilité et le recrutement des membres du *gbonhi* repose ainsi sur un double principe d'exclusivité et de fermeture. On parle de structure fermée parce que l'intégration au groupe n'est possible que si l'on a grandi dans le quartier, et exclusive parce que l'on ne cherche pas à y développer des relations avec des personnes extérieures, assimilées à des « *zôgô* »⁹⁰. L'existence de la bande organisée dans son sous-quartier d'appartenance s'inscrit dans l'histoire locale de la production de la violence. L'espace a souvent déjà été « maîtrisé » par différentes générations de caïds dont les plus jeunes n'assurent que la relève. Le meilleur indicateur de ce passé de violence est le nom

87 Voir le *Tableau 2* en annexe sur la répartition par âge du groupe accompagné par Indigo et Interpeace.

88 Néanmoins il convient de ne pas les confondre avec les « enfants de la rue ». En effet, en premier lieu les jeunes dits « microbes » sont pour une bonne partie de jeunes adultes, et en second lieu ils conservent des liens avec la famille, et occupent souvent une activité ou vont à l'école. Voir Conclusion et Annexe.

89 A Abobo, l'on dénombre 28 quartiers officiels, et plusieurs centaines de « sous-quartiers » (voir carte en annexe). Ces sous-quartiers sont informels. Ils sont liés à des lieux et activités emblématiques de la zone, et évoluent à travers le temps. Ainsi, il existe par exemple le sous-quartier « Siaka Koné », en référence à une mosquée qui porte son nom. Un autre sous-quartier se nomme « Koulogo » car on y vend de l'igname (« Kou » signifiant « igname »).

90 Terme péjoratif du lexique de ces groupes.

donné à ces sous-quartiers : «Marley», «Colombie», «Bronze», «Babylone», «Wô», «Jamaïque», etc.⁹¹

Dans le cadre de la construction identitaire du *gbonhi*, les jeunes associent l'image de leur bande à ces noms évocateurs pour les populations. On parlera par exemple du « *gbonhi de Marley* » ou « *les gars de Wô* ». Ces jeunes veulent démontrer le lien à leur espace de vie mais aussi et surtout, montrer de qui ils tiennent. En effet, pour eux, leurs aînés s'y étaient déjà bâtis une réputation de porteurs de violence dont il ne faut pas démeriter. Ainsi, le territoire permet l'identification mais aussi la valorisation aux yeux des autres.

Dans cette démarche d'identification et de valorisation de soi, la relation à un « vié-père » ou à un « général » est une étape essentielle de la socialisation du jeune à travers le quartier. Tels que présentés par les jeunes eux-mêmes, les « vié-pères » sont des caïds avérés ou d'anciens régents des rues abobolaises. Sans forcément continuer à être présents sur le territoire d'appartenance du groupe physiquement, ils contrôlent ses activités et les revenus générés. Certains vié-pères peuvent être de la même génération que les autres membres du *gbonhi*.⁹² Il s'agit alors le plus souvent de personnes qui, plus que les autres, ont déjà construit une réputation dans la production de la violence. Cette réputation en fait naturellement des meneurs, des figures d'autorité qui fédèrent tous les autres autour de leur personne. Néanmoins au-delà du vié-père, le *gbonhi* dispose d'une échelle d'autorité et d'une structure hiérarchique bien établies.

3.2. Modèle d'autorité et codification de l'appartenance au *gbonhi*

Contrairement à certaines idées reçues qui établissent que les jeunes s'engagent dans la rue par le refus de soumission à une autorité, l'appartenance au groupe suppose l'internalisation de codes et l'acceptation d'une structure hiérarchique stricte.⁹³ Cette structure pyramidale s'inspire du modèle militaire, dont elle tire certains éléments de langage (« général ») et de modes de fonctionnement (avancement par grade dans la hiérarchie, méthodes de déploiement quand ils opèrent de type « bataillon »)⁹⁴.

Dans un groupe dit de « microbes », le « vié-père », aussi appelé « général », est au sommet de la hiérarchie (voir *Figure 2* ci-dessous). Ce dernier se pose comme un modèle ; son charisme est en proportion égale aux hauts faits de violence qu'il aurait à son actif. Toutefois, sa position reste précaire dans la mesure où, plus que de lui ressembler, il s'agit pour les autres membres du groupe de le dépasser et donc de l'évincer par des actes plus significatifs de violence. Raison pour laquelle le territoire d'Abobo est subdivisé en plusieurs territoires contrôlés par 12 principaux généraux.⁹⁵ Néanmoins, le territoire est également occupé par d'autres « généraux », dont la légitimité est souvent contestée par ces 12.⁹⁶ En outre, chaque général peut disposer sous ses ordres d'environ 500 jeunes et adolescents. Il est néanmoins difficile de quantifier le nombre de jeunes dits « microbes », certains pouvant s'identifier et dépendre de plusieurs généraux. Toutefois, on pourrait estimer leur nombre entre 6 000 et 8 000 pour la seule commune d'Abobo.⁹⁷

Considéré comme le meneur de groupe et sa « tête

91 Marley, Colombie et Jamaïque font référence dans l'imaginaire abobolais au commerce de la drogue. Bronze est né du terme « Bronx », quartier historiquement violent de New-York, tandis que « Wô » est une transformation de « war », « guerre ».

92 Les principaux « généraux » à Abobo peuvent avoir entre 18 et une soixantaine d'années.

93 Cette hiérarchisation a beaucoup influencé les échanges de l'équipe Indigo et Interpeace avec le groupe ciblé par le projet pilote. Au départ, l'équipe a dû systématiquement passer par le vié-père d'abord, ensuite le « Devant-Gbonhi » pour échanger avec les jeunes. Cette situation a changé avec l'instauration de la confiance qui a permis des contacts plus directs et plus réguliers avec chaque jeune.

94 Quand ils opèrent sur le terrain, chacun se place et se meut dans l'espace d'une façon qui est propre à sa catégorie (gros-chats, devants-gbonhis, etc. Voir *Figure 2*).

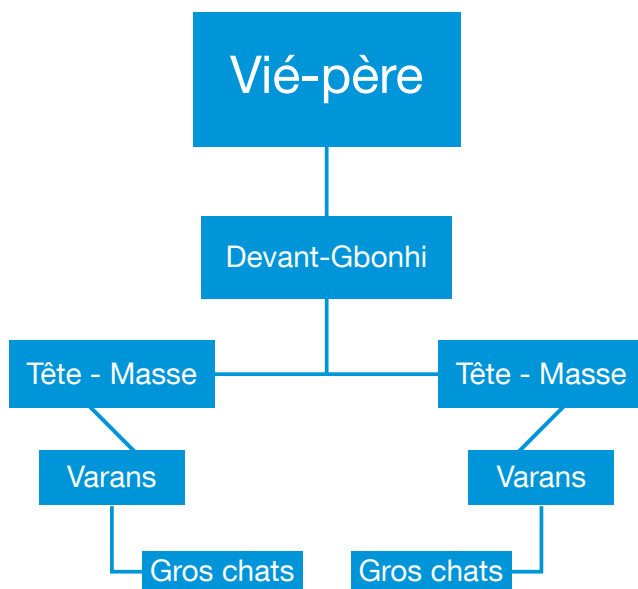
95 Et ce depuis la fin de la crise post-électorale.

96 A titre d'exemple, le général du groupe avec lequel Indigo et Interpeace travaillait, n'était pas officiellement reconnu par les 12 autres, bien qu'ils interagissaient et pouvaient travailler ensemble.

97 Estimation indicative réalisée par Interpeace et Indigo sur la base des effectifs de jeunes dirigés par les principaux « Généraux ». Il est très difficile de donner une estimation tangible. En effet, les adolescents et jeunes dits « microbes » comptent des éléments plus ou moins assidus, actifs et violents au sein du groupe. Par ailleurs, à côté des 12 Généraux mentionnés, il existe d'autres leaders qui dirigent également des dits « microbes ».

pensante », le « *Devant-Gbonhi* » est le pont entre le vié-père (dont il est le « bon petit »⁹⁸) et le groupe. Dans sa stratégie de gestion du pouvoir, il interagit directement avec les « *Têtes-masses* » qui sont les mobilisateurs des sous-groupes. C'est à ces derniers qu'incombe la tâche de mettre en mouvement le groupe lorsqu'une action est prévue sur le terrain. Chaque « *Tête-masse* » a un sous-groupe sous ses ordres dans lequel se trouvent des « *Varans* ». Il s'agit de membres du groupe réputés pour être les plus efficaces dans les attaques et autres activités. Selon les jeunes consultés, ils rapportent toujours quelque chose, même quand les autres rentrent bredouille. En fin de chaîne, l'on trouve les « *Gros-chats* ». Ces derniers s'identifient au groupe mais participent plutôt comme des suiveurs, sans prendre d'initiative. Ils sont perçus par le groupe comme des « peureux », ceux qui partent en premier en cas de bagarres.

Figure 2 : Structure hiérarchique des groupes dits « microbes »



98 Voir *Lexique*.

99 Voir *Lexique*.

100 Voir *Lexique*.

101 En effet, selon la croyance, si tous les jeunes disposaient des mêmes fétiches, ils jouiraient de la même puissance, et donc de la même invincibilité. Il est nécessaire de se démarquer pour pouvoir l'emporter sur son adversaire.

102 Ces « lavements » seraient perçus comme ayant des propriétés « anti-balles » et « anti-blessures » par exemple. Ils sont souvent réalisés dès le plus jeune âge par les familles abobolaises, pour rendre leurs enfants invincibles dans les bagarres entre enfants de même génération. Cela n'est pas lié aux groupes « microbes » à ce stade.

L'âge n'importe pas en ce qui concerne les « grades », l'important est la capacité à produire de la violence ainsi que la réputation qui en découle. Plus celle-ci est avérée et reconnue, plus l'ascension du jeune est assurée dans son groupe. Marquer les esprits par ses actes de violence peut mener à la gestion d'un « fumoir », ou l'entrée dans un « syndicat »⁹⁹. Cette ascension est tacite. Elle dépend des actes de bravoure que le jeune pose sur le terrain. Quand celui-ci revient vivant, malgré des actions risquées, il gagne l'estime de ses pairs, et s'accapare de plus en plus de responsabilités. Leurs cicatrices sont donc des éléments importants de leur réputation témoignant de leur avancement et de leur invulnérabilité.

Pour garantir cette invulnérabilité, les jeunes sont consommateurs de psychotropes et se fournissent également en fétiches¹⁰⁰, sortilèges et talismans en tout genre (bagues, amulettes, ceintures magiques, etc.). L'acquisition de ces fétiches est une étape importante dans la trajectoire du jeune vers la violence. Pour inspirer la crainte et le respect, ils se déplacent souvent jusqu'au Mali, au Burkina Faso ou au Niger pour obtenir des fétiches.¹⁰¹ Les attaques sont également conditionnées par les prophéties des marabouts, tandis que des sacrifices d'animaux peuvent être réalisés avant des « coups ». Par ailleurs, des rituels de « lavement » peuvent être réalisés, afin de gagner les combats.¹⁰²

Un autre élément d'identification caractéristique de ces groupes est la renonciation au nom de l'état civil au profit de pseudonymes. Pour exister dans le groupe, les jeunes se construisent de nouvelles identités grâce à l'adoption de surnoms, comme « dragon », « wô fils », « attaquant », « fou silencieux », etc. Concernant le mode d'attribution de ces surnoms, deux cas de figure se présentent. Dans le premier cas, l'individu s'identifie à un personnage héroïque dans un film, à un caïd actuel ou un ancien très influent dans son environnement et s'attribue le « surnom » de ce dernier. Car dans les imaginaires de ces jeunes, le nom dont on est affublé « agit ». Dans l'autre cas, le groupe reconnaissant la prouesse

en termes de « violence » ou de « loyauté » de l'individu attribue un nom à ce dernier. Ici, ce sont les membres du groupe les plus actifs et profondément ancrés dans la culture du groupe qui reçoivent cette reconnaissance.

Ainsi, l'identité du jeune et de son groupe sont en perpétuelle construction. Cette identité s'affirme également à travers le mode opératoire du *gbonhi*. Celui-ci s'adapte de manière continue aux contraintes et opportunités du contexte.

3.3. Un mode opératoire adaptable pour produire de la violence

Même si l'histoire de la commune d'Abobo révèle que la violence en bande organisée est un héritage historique de la commune, l'émergence des « microbes » semble avoir marqué les esprits. L'attention particulière dont ce phénomène fait l'objet s'explique, en partie en effet, par l'usage de la violence extrême. Le recours aux armes blanches telles que les couteaux et machettes est propre à ces groupes. Elles sont utilisées dans le cadre des altercations entre bandes rivales ainsi que dans la conduite de leurs activités délictueuses, y compris dans l'agression des populations civiles. En cas de résistance aux tentatives de vols, l'emploi de la violence est systématique.

« Quand les gens nous voient, ils fuient. A cause de ça que tu as fui, moi je préfère te montrer ça [la violence] en même temps quoi. »¹⁰³

« Dans la vie là, moi j'ai fait beaucoup de choses, que Dieu me pardonne, moi, j'ai agressé, j'ai fait tout, tout ce que Dieu a interdit, moi j'ai tout fait. Je prends ta chose, tu parles je te frappe. J'ai déjà piqué trop d'hommes. »¹⁰⁴

S'agissant des agressions contre les civils, le collectif ou la masse est au centre de la stratégie d'opération. Cela induit que soit créée une situation de panique et de peur dans les espaces publics. Le plus souvent, en groupes de 30 à 50 individus sinon plus, armes blanches à la main, l'approche est d'investir certaines artères pour y dépouiller violemment les populations prises au piège de la rue. Cette action collective est appelée « faire la quête », ou « faire l'allée ».¹⁰⁵

A côté de cette stratégie aujourd'hui connue, il semble que la démarche de ces groupes contre les populations civiles se soit récemment recomposée. Cette recomposition est le résultat d'opérations policières et de la constitution de groupes d'auto-défense au sein des communautés (voir chapitre 4) qui pousseraient les jeunes à revoir leurs stratégies. D'un côté, certains groupes privilégient les attaques de concessions d'habitation aux premières heures du jour. De l'autre côté, plutôt que les grands groupes, ce sont les petits commandos qui sont privilégiés. Essentiellement composés de « Varans », ces microgroupes misent sur les agressions dans les endroits les plus reculés de la ville. A des heures tardives. Les travailleurs et autres noctambules attardés constituent généralement des cibles de choix.

Les razzias opérées sur les populations constituent une source importante de revenus, qui sont ensuite partagés au sein du groupe. Les agressions sont perpétrées en dehors du territoire d'appartenance. Les « quêtes » en particulier permettent de faire une démonstration de force aux groupes adverses, en démontrant l'absence de résistance sur leurs propres terres. A la suite d'agressions, les courses poursuites engagées permettent au groupe adverse de racketter les communautés des groupes qui les ont offensés.

Au-delà de ces razzias, les groupes dits « microbes » ont d'autres activités rémunératrices, et notamment dans le milieu du transport et du trafic de drogue. Chaque « général » dispose d'une journée dans le mois, où il peut procéder à des « encaissements » sur les transporteurs et chauffeurs de *woro-woro* et *gbakas* d'Abobo, et parfois au-delà. Ces encaissements sont réalisés en petits groupes de 2-3 personnes, 5 au maximum. Par ailleurs, dans le cadre de luttes pour obtenir de nouvelles lignes de transport, ou pour obtenir un jour supplémentaire, des bagarres sont organisées entre « *syndicats* ». Les jeunes dits « microbes » sont alors sollicités pour opérer des « remontées », c'est-à-dire participer à la mêlée, en groupes de plusieurs dizaines de personnes, en fonction de la capacité de mobilisation de chacun.

Ainsi, le mode opératoire constitue un facteur caractéristique des groupes dits « microbes », notamment au regard des agressions à l'encontre des populations. Les « microbes » ont une approche

103 Focus groupe jeunes dits « microbes », Abobo-Plaque, novembre 2015.

104 Entretien individuel, Abobo-Plaque, novembre 2015.

105 Voir *Lexique*.

particulière sur le terrain qui les différencie des autres porteurs de violence. De plus, au-delà de l'opportunité de gains générée par le groupe, c'est sa vocation à leur apporter sécurité, protection et prise en charge psycho-affective qui structure leur attachement durable à ceux-ci.

3.4. Le *gbonhi* : une structure solidaire et protectrice

L'identification et l'appartenance au groupe dit de « microbes » n'a pas uniquement pour finalité la production de la violence et l'appât du gain. L'intégration au groupe permet de bénéficier de sa protection, mais également de la création de liens sociaux (solidarité, appui émotionnel et financiers).

Le groupe est la recréation d'un ordre familial, avec un « père » et des « frères », des aînés et des modèles. Le rôle des compagnes féminines est également important et structure certaines dynamiques de violence (voir encadré 3). Comme susmentionné, les relations d'autorité et de progression sociale sont régulées. Tout manquement aux règles communes est violemment puni, afin de conserver l'équilibre et la cohérence du groupe.¹⁰⁶ En effet, toute forme de remise en cause de ses règles est perçue comme un facteur important de risque lors des actions sur le terrain.

Au-delà de la violence qui peut y être exercée, l'adolescent et le jeune retrouvent dans le *gbonhi* un encadrement disciplinaire, une écoute et un pouvoir décisionnel, ainsi que des liens affectifs. Or, selon les jeunes accompagnés par Indigo Côte d'Ivoire et Interpeace, c'est précisément ce qui leur manquerait au sein de leur propre famille. Le plus souvent, les liens familiaux sont par ailleurs fortement diminués (voir chapitre 2).¹⁰⁷

Du fait de ces liens, le groupe d'appartenance met en place un dispositif pour protéger et accompagner le jeune dans son évolution sociale : prise en charge médicale, filet social en cas de coups durs, appuis financiers et matériels pour les mariages, les naissances, etc. La situation des jeunes suivis par

Indigo et Interpeace dans le cadre du projet pilote en témoigne. A titre d'exemple, lors d'une arrestation d'un de leurs membres, les jeunes se sont cotisés pour faire sortir le détenu. De même, les individus actifs dans la bande bénéficient régulièrement de l'assistance matérielle ou psychosociale de leurs pairs suite à des naissances dans leurs ménages. Aussi, après une naissance ou un mariage, les jeunes dits « microbes » sont moins impliqués dans les actions risquées, et abandonnent petit à petit la bande. En effet, il semble que la création d'une nouvelle famille propre comble le manque affectif, entre autres, qui justifiait leur appartenance au *gbonhi*.

Enfin, dans le cadre du projet pilote, ces liens étroits ainsi que la structure hiérarchique du *gbonhi* ont été utilisés par les équipes. En accompagnant les leaders du groupe dans des trajectoires non violentes (via la recherche d'opportunités économiques et le soutien psychosocial), ces derniers ont inspiré et appuyé les suiveurs dans leur changement. Une telle démarche permet de changer progressivement l'identité de la bande et son mode opératoire, pour le diriger vers des activités non-violentes. Et cela sans trop nuire aux liens de solidarité du groupe, qui permet d'apporter une sécurité affective et matérielle au jeune.¹⁰⁸

106 A titre d'exemple, l'équipe Indigo-Interpeace a été le témoin indirect d'une action punitive lors du projet pilote. Un jeune avait omis de déclarer une somme importante acquise à la suite d'une « quête ». Un autre membre du groupe l'a alors poignardé, puis il a été ostracisé pendant un temps.

107 C'est la raison pour laquelle Interpeace et Indigo ont débuté leur travail de réinsertion sociale des jeunes par leur reconnexion avec la famille, dans le cadre du projet pilote mené en 2015-2016 grâce à l'appui d'UNICEF.

108 En parallèle, les liens familiaux et communautaires sont également renforcés, afin de pallier aux manques de chacun des membres du groupe.

Encadré 3. L'implication des filles et jeunes femmes dans les activités des gbonhis.

Le groupe de jeunes dits « microbes » encadré par l'équipe d'Indigo et Interpeace était entièrement composé de garçons. Des recherches menées par l'équipe sur le terrain, il semble que ce soit une constante caractéristique des groupes de jeunes dits « microbes ». « *Nous sommes des courageux, on peut égorger un homme comme mouton et puis on dort et on se réveille sans problème. C'est les garçons qui peuvent faire ça* »¹⁰⁹ confiait un jeune à ce propos.

Cependant, dans la conduite de ses activités, le groupe mobilisait dans certains cas des jeunes filles travaillant dans l'économie informelle. Il s'agissait notamment de celles impliquées dans la vente de « comprimés de rue »¹¹⁰ au sein des quartiers, sur les gares routières ou encore les gérantes des kiosques à café. Dans le système de fonctionnement des groupes de « microbes » assez complexe, le recours à ces jeunes filles répond à deux logiques. D'une part, elles peuvent être mobilisées pour jouer le rôle de sentinelles ou « d'indics » pour accomplir certaines missions délictueuses du groupe. D'autre part, elles représentent un sujet de confrontation violentes entre groupes rivaux, pour leur conquête.

Les jeunes filles sont souvent perçues comme des « trophées » par les jeunes hommes du groupe, le leader le plus puissant pouvant prétendre à une femme convoitée. A titre d'exemple, pendant la conduite du projet pilote, une compagne d'un leader du groupe en voie de réinsertion exerçait une pression morale importante sur son concubin. Elle l'enjoignait de poursuivre ses activités délictueuses, plus rémunératrices, sans quoi elle rejoindrait un leader d'un groupe adverse. Menace qui fut mise à exécution.

Dans ce système, il est important de noter que la jeune fille n'est aucunement perçue comme membre appartenant au groupe. Ces relations s'inscrivent dans des dynamiques d'intérêts dont chacune des catégories tire opportunité pour satisfaire ses besoins sociaux.

109 Focus groupe jeunes dits « microbes », Abobo Plaque, novembre 2015.

110 Il s'agit de médicaments pharmaceutiques de contrebande ou même prohibés qui sont commercialisés sur des étales dans la rue. Ce commerce est très souvent associé au trafic de drogue.

Conclusion du chapitre

L'engagement des jeunes dits « microbes » dans des groupes porteurs de violence est un phénomène très complexe. Pour mieux le comprendre et y répondre, il est nécessaire de dépasser l'analyse classique qui met en avant la pauvreté comme cause du problème. Une approche plus efficace nécessite de prendre en compte la crise des cadres traditionnels d'éducation que sont les écoles, la famille et la communauté. Face à leurs défaillances, les jeunes en quête de valorisation et de protection rejoignent des groupes violents

enracinés dans la rue. Ils s'y réinventent une identité et expérimentent la mobilité sociale par le mérite et la réputation. Or, bien qu'ils semblent s'appuyer sur les principes d'une éducation marquée par une solidarité générationnelle et le respect de l'autorité du « vié-père » notamment, ces groupes se démarquent par les modèles de réussite sociale qu'ils promeuvent, tournés vers la violence. La réponse de la société est donc brutale, entraînant la création d'un cycle de violence.

CHAPITRE 4

**Une réponse collective inadaptée au cœur
du cycle de violence**

CHAPITRE 4 : UNE RÉPONSE COLLECTIVE INADAPTÉE AU CŒUR DU CYCLE DE VIOLENCE

Confrontées à la brutalité de l'action des adolescents et jeunes dits « microbes », les Abobolais sont en questionnement sur la supposée inertie des pouvoirs publics. Face à l'échec de ces derniers à endiguer le phénomène, les populations organisent leur protection, en faisant usage de la violence. Or, cette stratégie ne répond que partiellement au problème, le mode opératoire des jeunes dits « microbes » s'y adaptant, sans amoindrir leur présence. Le manque de résultats des solutions proposées, tant par les pouvoirs publics que par les communautés, tient en grande partie de leur compréhension lacunaire du phénomène et de ses racines. Cette incompréhension et la stigmatisation des jeunes qui en résulte entretiennent la spirale de la violence dans laquelle Abobo est emprisonnée.

4.1. « On n'est pas microbe chez soi » : aux origines d'une compréhension partielle du phénomène

Comme mentionné dans le précédent chapitre, si l'enrôlement dans un *gbonhi* est d'abord construit sur la proximité générationnelle et l'appartenance à un même territoire, les jeunes opèrent dans d'autres quartiers que celui où ils habitent. De ce fait, pour la famille et les communautés, leurs jeunes ne sont pas des « microbes ». Ils défendraient leur quartier contre des agresseurs. Les parents sont, pour la plupart, dans le déni de l'implication de l'activité de violence de leurs enfants.

« Le jour que les microbes sont venus nous attaquer dans notre quartier, nous on s'est défendu, on les a fait sortir. On était en train de les faire sortir et la gendarmerie est allée derrière nous. Or nous on était en train de défendre notre quartier. »¹¹¹

« Les microbes dont on parle nous les connaissons bel et bien. Ce sont vrais nos petits frères et nos enfants. On les connaît. Parce que quand ils se battent quand un autre groupe vient attaquer ici, et que eux ils se déplacent, ceux qu'on dit qu'ils nous défendent là, la moitié d'entre eux sont des microbes. C'est eux. C'est parce qu'ils vont attaquer ailleurs, qu'on vient les attaquer ici. »¹¹²

Cette posture de déni est justifiée par une question de réputation. Certains parents ont du mal à assumer le fait que leur enfant soit « microbe », d'autant plus quand leur position d'autorité morale dans la communauté leur fait parfois endurer une pression sociale forte. Ainsi, à titre d'exemple, un des enfants accompagnés par Indigo-Interpeace avait pour parent un guide religieux, qui ignorait les activités de son fils. D'autres parents assument néanmoins le fait que leur enfant soit difficile. Mais l'appellation « microbe » étant fortement connotée, ils refusent de les y associer. Dans tous les cas, nombre de jeunes jouent sur le déni de leurs parents pour obtenir le soutien ou la protection de ces derniers.

En rapportant à la maison les fruits de leurs agressions, certains enfants s'assurent de la complicité tacite de leurs parents. *« La vieille est plus facile à blaguer... Il suffit de dire j'ai ramassé l'argent et ça*

111 Focus groupe jeunes dits « microbes », Abobo-Plaque, novembre 2015.

112 Focus groupe jeunes, Abobo, mars 2016.

roule. »¹¹³ Ces parents, dans le besoin, défendent souvent leurs enfants contre les accusations du reste de la communauté. Aussi, pour prévenir ces enfants contre tout risque supposé, des parents, généralement des mères, n'hésitent pas à requérir les services de charlatans et autres marabouts pour obtenir des amulettes supposées rendre leurs enfants invulnérables face au mauvais œil mais aussi à la brutalité armée de leurs pairs.

« Qu'est-ce que les parents font pour que leurs enfants ne soient pas microbes ? Les parents même donnent des talismans aux enfants afin d'être invincibles. »¹¹⁴

Certains parents vont même plus loin pour s'interposer lorsque les forces de police organisent des descentes dans leurs quartiers, convaincus à tort ou à raison que leurs enfants sont plus des victimes de la brutalité des autres que des porteurs de violence.

« Les parents envahissent les commissariats lorsque leurs enfants sont pris dans la violence en bande organisée, pour eux leurs enfants sont accusés à tort. »¹¹⁵

S'il est vrai que certains porteurs de violence se jouent de leurs parents pour jouir de leur protection, les jeunes sont déconsidérés au sein des communautés et de la société. La terminologie utilisée pour les désigner, « microbe », dénote d'une forte stigmatisation qui enduret ces jeunes et les pousse à plus d'agressivité. Un cycle ininterrompu de violence se met ainsi en place, la réaction communautaire et politique ayant du mal à se dissocier elle-même du recours à la violence.

4.2. Entre stigmatisation et perpétuation du cycle de la violence

Dans les imaginaires à Abobo, les représentations associées aux jeunes nommés « microbes » sont particulièrement négatives.

« Ces enfants sont des monstres. Nous vivons avec eux, je sais de quoi je parle. »¹¹⁶

« Ce sont des bandits, des assassins, des criminels. Et puis ce ne sont pas des enfants, ils ont plus de 18 ans et puis un enfant qui tue, qui agresse avec des armes ce n'est plus un enfant. Vous savez il n'y a pas de microbes à Abobo, ce sont des délinquants. »¹¹⁷

Le traitement du phénomène par les médias ainsi que sur les réseaux sociaux¹¹⁸ contribue à la stigmatisation des jeunes, ainsi qu'à l'exacerbation du sentiment d'insécurité des populations. A l'occasion d'un atelier organisé par Indigo et Interpeace avec des journalistes¹¹⁹ ces derniers ont admis qu'ils se laissaient parfois prendre par le sensationnalisme pour attirer l'attention du public en usant d'une terminologie alarmiste.¹²⁰

Du fait des agressions violentes perpétrées par les jeunes, et de l'analyse lacunaire des causes qui sont à l'origine de ces groupes, pour beaucoup ces jeunes doivent être tués. « Vous vous fatiguez, ceux-là sont des enfants maudits, il faut les laisser comme ça, on va les tuer un à un ici »¹²¹ témoignait un aîné social d'un quartier touché par le problème. Un jeune de la communauté affirmait encore : « Ici tout le monde connaît, œil pour œil, dent pour dent, lorsqu'on prend un microbe on l'envoie au gros trou et puis c'est fini. »¹²²

Ainsi, on assiste à la prolifération d'initiatives personnelles ou communautaires violentes, pour protéger les populations. Certains hommes armés

113 Focus groupe jeunes dits « microbes », Abobo-Plaque, novembre 2015.

114 Entretien individuel, élu local, Abobo, décembre 2015.

115 Entretien individuel, Abobo, novembre 2015.

116 Focus groupe femmes, Abobo-Plaque, décembre 2015.

117 Entretien individuel, élu local, décembre 2015.

118 A l'occasion d'une publication sur les réseaux sociaux réalisée par Interpeace et Indigo en octobre 2016, de nombreux commentaires très virulents à leur encontre ont été publiés, appelant parfois au crime.

119 Atelier organisé en mai 2016 avec des journalistes de la presse abidjanaise, des radios locales et nationales en vue d'une réflexion autour du phénomène et sur leur rôle en tant que faiseurs d'opinion.

120 En termes de défis, ils ont évoqué, entre autres, la peur de faire des enquêtes approfondies dans un milieu régi par la violence, le manque d'information surtout de la part de la police concernant leur mode opératoire face au phénomène ou encore le manque d'information quant aux initiatives locales tentant d'amener des solutions durables.

121 Entretien individuel, Abobo, novembre 2015.

122 Focus groupe jeunes, mars 2016.

accompagnent les membres de leur famille dans leurs activités quotidiennes. Des règlements de compte d'une extrême violence sont également organisés.

« Comme le phénomène est récurrent, il y a des gens qui comme leurs femmes vont au marché très tôt, pour aller faire le marché pour venir faire soit leur attiéké et autres, sont obligés d'accompagner leurs femmes avec eux aussi des machettes ou bien des pillons dans le cas de se défendre s'ils sont attaqués. »¹²³

« Nous sommes allés au 15^{ème} arrondissement, on est allé rencontrer le commissaire et lui expliquer le problème que nous-mêmes on va se défendre pour qu'il nous donne un papier, un OP [une autorisation], là en cas d'un problème si on attrape un enfant qu'on le tue, il ne faudrait pas qu'on ait un problème. »¹²⁴

Dans certains sous-quartiers, des comités dits « de surveillance » se sont constitués. On en dénombre 22 dans la commune d'Abobo seule¹²⁵. Il s'agit de structures plus ou moins anciennes et formalisées, créées pour faire face aux défis sécuritaires de certains quartiers, y compris au phénomène dit des « microbes ». Ils sont constitués de 30 à 50 membres de la communauté environ, qui ont le plus souvent entre 25 à 45 ans. Moyennant une contribution financière par ménage,¹²⁶ ils prennent en charge la sécurisation du quartier en opérant des patrouilles et en mettant en place des check points aux principales entrées des quartiers, entre autres. Leur mode opératoire peut être d'une extrême violence. Les passages à tabac, donnant parfois lieu à des mises à morts, sont souvent mentionnés comme moyens de dissuasion.

Conscients que pris, leur vie est à risque, certains de ces jeunes répondent par une production aveugle de violence. Par ailleurs, beaucoup perçoivent leurs actes comme légitimes, car ils ne feraient rien

d'autre qu'« encaisser » une société qui ne prend pas la peine de les écouter ou de les valoriser. En procédant ainsi, ils mettent également en adéquation leurs comportements avec le regard stigmatisant des communautés. Le terme « microbe » est vécu comme une insulte et contribue à leur rupture avec la société.

« Moi je n'aime pas le nom « microbe », tu m'appelles « microbe » je me comporte comme un « microbe », je prends pour toi je donne dos. »¹²⁷

« Quand on nous appelle « microbes », ça nous fait mal. Je suis découragé, c'est foutaise même tout le monde a un nom. »¹²⁸

Face à ce cercle vicieux de violence, certains membres de la communauté suggèrent des alternatives. A titre d'exemple, un comité de surveillance encourage et accompagne certains jeunes attrapés sur le fait dans des dynamiques d'insertion professionnelle,¹²⁹ après les avoir violentés. Pour d'autres, il est nécessaire que les communautés d'origine s'impliquent dans la création de liens et d'un accompagnement des jeunes.

« Il est de l'intérêt et du devoir de nous, habitants de Plaque, de les appuyer, et qu'on est prêts à parler avec eux. Je dis et je répète, la police ne peut pas anéantir ceux-là. C'est le dialogue. »¹³⁰

Face à cette escalade de violence, les pouvoirs publics tentent d'apporter une réponse répressive. Néanmoins, elle montre ses limites, et semble contribuer, à la fois au cercle de violence et à la naissance de frustrations auprès des populations, par son manque de lisibilité.

123 Entretien individuel, Abobo, mars 2016.

124 Micro-trottoir, Abobo, octobre 2015.

125 Estimation de l'équipe d'Indigo à l'occasion d'un projet financé par l'Ambassade de France en Côte d'Ivoire en 2016-2017, portant sur ces comités (voir *Cadre et méthodologie de l'étude*).

126 La plupart des comités consultés par Indigo et Interpeace prennent environ 200 francs par porte (du fait de cet habitat en cours communes).

127 « Donner dos » signifie s'en aller sans égard après avoir commis un forfait (voir *Lexique*).

Focus groupe jeunes dits « microbes », Abobo-Plaque, novembre 2015.

128 Focus groupe jeunes dits « microbes », Abobo-Plaque, novembre 2015.

129 Par exemple, dans le cadre du projet mené par Indigo autour des comités de surveillance (voir *Cadre et méthodologie de l'analyse*), un comité réinsérait certains jeunes dans la vente de poissons braisés.

130 Focus groupe jeunes, Abobo, mars 2016.

4.3. Insuffisances de la réponse publique et alimentation du phénomène

Dans le cadre de l'expansion du phénomène dits des « microbes », l'Etat de Côte d'Ivoire a procédé à la mise en œuvre d'une pluralité d'actions pour son éradication. Et, cela par l'entremise de différents ministères¹³¹ ainsi que certains services de l'Etat (Conseil National de la Sécurité (CNS), la police, les centres sociaux, etc.).

Fondamentalement ancrée dans une approche répressive, la police a été la première structure étatique à s'engager dans la recherche de solutions pour garantir la sécurité des personnes et des biens dans les zones de prédilection des *gbonhis*. Cela a conduit au renforcement du dispositif sécuritaire au niveau de la commune d'Abobo ainsi que dans les autres communes touchées à travers la mise en place d'une brigade dite « anti-microbes ». Ces unités « anti-microbes » ont été mises en place dans chaque commissariat. A travers la méthode répressive, celles-ci ont pour mission, la sensibilisation des communautés, l'identification et l'arrestation des jeunes dits « microbes ». C'est dans ce contexte que les commissariats ont été dotés en véhicules et motos. Le but visé est d'augmenter la fréquence des patrouilles dans les sous quartiers du district d'Abidjan, en proie au problème. Toutefois jusqu'à ce jour, si cette approche a permis d'atténuer la fréquence des agressions, elle semble n'avoir pas endigué complètement le phénomène. En effet, le plus souvent les démarches des forces de police sont contrées par les populations, qui ne comprennent pas que leurs enfants soient incarcérés, car « on n'est jamais microbe chez soi » (voir partie 4.1).

En complément de cette approche répressive, au niveau national, des initiatives ont été lancées. La plus significative et ciblée à ce jour est la création

de centres de réinsertion pour la prise en charge des jeunes dits « microbes » par la Cellule de Coordination, de Suivi et de Réinsertion (CCSR) sous mandat du CNS¹³². Dans le processus fonctionnel de ces centres, un accord de collaboration a été établi avec le Ministère de la justice et des libertés publiques ; cela dans le but de permettre la mise à disposition des centres CCSR pour les jeunes ayant purgé leur peine pénale. En termes de résultats, on note à ce jour la resocialisation de plus de 60 jeunes dans les centres de rééducation de Dabou et de Bonoua. De plus, depuis octobre 2016, un projet de resocialisation de mille jeunes « microbes » dans le centre de rééducation de M'Bahiakro est lancé. Cependant, le retour de ces jeunes dans leurs familles respectives, à la fin du processus de resocialisation, est porteur d'énormes défis liés à leur accompagnement social notamment.¹³³

Les structures étatiques telles que les complexes socioéducatifs existent pour réaliser cet accompagnement psycho-social et communautaire. Pour l'heure, leur manque de moyens est déploré et l'implication de ces structures reste faible. Leur implication est toutefois incontournable dans le cadre des processus de resocialisation des jeunes, et en particulier des jeunes dits « microbes », car ils permettent un accompagnement de proximité des jeunes et de leurs familles. En outre, les centres sociaux peuvent initier la (re)création de liens entre les jeunes, leur famille et la communauté, au sein même de leur quartier. Dans le cadre du projet pilote conduit respectivement par Indigo et Interpeace, la mise à contribution de ces centres dans le processus de réinsertion des jeunes dits « microbes », a garanti la durabilité de l'action, par un suivi continu des jeunes en difficulté et leurs familles, au-delà de l'arrêt du projet.

Ainsi donc, il existe une volonté manifeste de la part des pouvoirs publics de mettre fin au phénomène dits des « microbes », à travers la mise en œuvre

131 Par exemple, les Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Emploi des Jeunes et du Service Civique ; Ministère de la Promotion de la Femme, de la Famille et de la Protection de l'Enfant ; Ministère de la Justice et des Libertés publiques ; Ministère de la Solidarité, de la Cohésion sociale et de l'Indemnisation des victimes ; le Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle.

132 Le Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Emploi des Jeunes et du Service Civique a également initié le Service Civique d'Actions pour l'Emploi et le Développement (SCAED) dont l'objectif est « la resocialisation, dans des centres de formation résidentiels avec un encadrement et des règles de vie de types militaires, des jeunes de 16 à 30 ans sans diplômes ou sans titres professionnels en voie de marginalisation en vue de leur insertion sociale et professionnelle. » Dans ce cadre, certains jeunes dits « microbes » pourront être associés. Source : http://scaed.ci/historique_du_scaed (consulté le 23/01/2017).

133 A titre d'exemple, ce manque de moyens des centres sociaux abidjanais a été pointé du doigt par plusieurs participants à l'occasion de l'Atelier de concertation pour la formation et l'insertion des bénéficiaires du SCAED, organisé du 11 au 13 janvier 2017 à Abidjan.

de différentes actions sécuritaires.¹³⁴ Néanmoins, le manque de cohérence et de complémentarité d'action entre les différents acteurs étatiques crée des interventions sectorielles qui n'adressent pas le problème dans sa globalité. Tout cela rend la réponse de l'Etat peu lisible, incomprise et parfois même contradictoire du point de vue de la société civile.

Conclusion du chapitre

Ainsi, il apparaît que les populations qui subissent les actions des jeunes appelés « microbes » n'ont qu'une compréhension parcellaire du problème. Cette incompréhension alimente des réponses communautaires inadaptées, axées autour de la

répression, ce qui perpétue le cycle de violence à Abobo. Souvent, cette répression perpétrée par les communautés vise des jeunes de quartiers adjacents, sans que ne soient pris en compte les besoins de leurs propres enfants, eux-mêmes engagés dans des trajectoires violentes. De même, parce qu'« on n'est pas microbes chez soi », la réponse étatique est peu soutenue par les populations, qui ne comprennent pas l'arrestation de leurs jeunes. Entre complicité tacite, stigmatisation et approche violente, chaque acteur de la société, allant de la communauté aux médias, en passant par les pouvoirs publics et la famille, semble en partie responsable de l'inefficacité de la réponse apportée jusqu'à ce jour.

134 Par ailleurs, comme décrit dans le premier chapitre également, les investissements en infrastructures publiques ainsi qu'en établissements socio-éducatifs dans la commune d'Abobo semblent trop faibles.

CONCLUSION

Leçons apprises et recommandations

CONCLUSION : LEÇONS APPRISSES ET RECOMMANDATIONS

Le projet pilote mis en œuvre par Interpeace et Indigo à Abobo¹³⁵ a permis de tirer de nombreux enseignements en matière de réinsertion socio-économique des (pré)adolescents et jeunes évoluant en bandes organisées dits « microbes ». Le processus mené a conduit à une lecture plus approfondie et nuancée des dynamiques liées à ce véritable phénomène de société, permettant de dépasser les idées reçues. Sur la base des bonnes pratiques et des leçons apprises du projet, des recommandations opérationnelles ont été formulées à l'attention des acteurs concernés en vue d'une réponse globale et intégrée.

Ce que le phénomène des (pré)adolescents et jeunes dits « microbes » nous apprend :

Les groupes dits « microbes » sont des microsociétés organisées et hiérarchisées. L'expérience vécue et l'analyse de ces groupes – aussi appelés « *gbonhis* » – permettent de déconstruire un certain nombre d'idées reçues et de tirer des enseignements clés :

QUI SONT-ILS ?

1. Des urbains en marge de la ville et de la société

L'environnement urbain dans lequel évoluent ces (pré)adolescents et jeunes est **déterminant dans la construction de leur trajectoire violente**. L'histoire d'Abobo révèle l'absence d'une politique publique volontariste cohérente pour le développement d'un plan d'aménagement et de développement urbain.¹³⁶ Véritable cité dortoir, l'urbanisation désordonnée d'Abobo entraîne la réclusion de populations déjà vulnérables vers les marges de la société. La faiblesse de l'encadrement scolaire et familial, les opportunités économiques limitées, l'insalubrité et la promiscuité de l'habitat, poussent une partie de la jeunesse à évoluer dans les rues en intégrant des *gbonhis*.



135 Projet pilote mis en œuvre en 2015-2016 grâce à l'appui d'UNICEF. Voir *Cadrea et approche méthodologiques*.

136 Manque d'écoles publiques, de zones économiques attrayantes pour les investisseurs privés, habitat insalubre en cours communes, etc. Voir Chapitres 1 et 3.

2. Ne pas confondre microbe et enfant de la rue

Contrairement aux idées reçues qui associent souvent les jeunes dits « microbes » aux enfants « de la rue »¹³⁷, **la majorité gardent un lien effectif avec leur famille**. Une bonne partie fréquente une école ou exerce une activité. Ceci dit, la famille, l'école et la communauté dans lesquelles ils évoluent sont incapables ou trop peu légitimes pour leur mettre à disposition les codes, valeurs et moyens nécessaires à leur épanouissement. Ces (pré)adolescents et jeunes se tournent donc « vers la rue ».



3. De jeunes adultes aux commandes

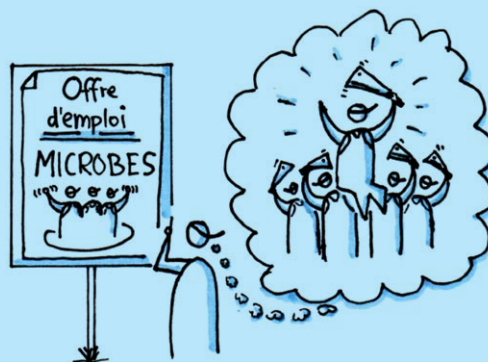
Les groupes dits « microbes » ne sont pas composés exclusivement d'enfants. **Leurs membres ont pour la plupart entre 8 et 25 ans**. Par conséquent, cibler uniquement les enfants ou les adolescents ne permet pas de répondre au problème dans son intégralité. Aussi, les leaders du groupe, souvent plus âgés, constituent des leviers sur lesquels il est essentiel d'agir pour obtenir un changement dans le groupe ou son adhésion à un projet.



QUELLES-SONT LEURS MOTIVATIONS ?

4. Au-delà de la pauvreté, la quête de reconnaissance sociale

L'engagement dans le *gbonhi* n'est pas une simple conséquence de la pauvreté des ménages dont sont issus les jeunes. **Le groupe représente une opportunité pour ces jeunes « de devenir quelqu'un », de sortir d'une « invisibilité sociale »**. Au contraire de leur famille, de l'école et de leur communauté, le *gbonhi* offre un filet social, des liens d'appartenance forts, des perspectives d'ascension sociale, ainsi qu'un ordre, des normes et des modèles d'autorité et de réussite à suivre. La construction identitaire et la valorisation de soi à travers le groupe sont des facteurs déterminants dans la trajectoire empruntée.



137 Il est entendu par « enfant de la rue » un mineur qui vit et dort de façon permanente ou semi-permanente dans la rue, sans aucun soutien familial.

5. Réussir par la violence

L'utilisation de la violence n'est pas gratuite en soi. Elle s'inscrit dans un contexte où la violence est perçue comme un tremplin social et économique.

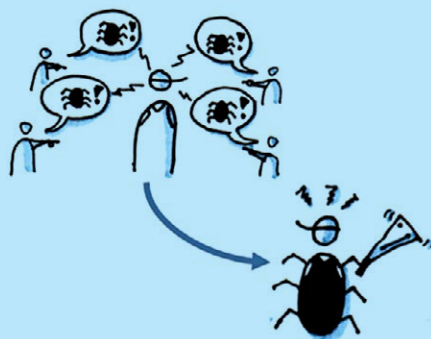
A Abobo, les secteurs qui recrutent et offrent des perspectives d'avenir sont informels et peu nombreux (syndicats du transport, gestion de fumoirs, etc.). L'usage de la violence y est un instrument de promotion rapide, indépendamment de l'âge. Ainsi certains parents – et notamment les mères ayant à charge leurs enfants – les y encouragent.¹³⁸ Cette violence est également valorisée chez les plus jeunes et leurs familles par le mythe de bravoure et de puissance véhiculé par des figures emblématiques d'anciens caïds de la rue. Ce mythe alimente des rêves d'ascension sociale par la force, dans des quartiers où l'école ne génère plus de modèles de réussite.¹³⁹



QUELLES REACTIONS ET REPONSES GENERENT-ILS ?

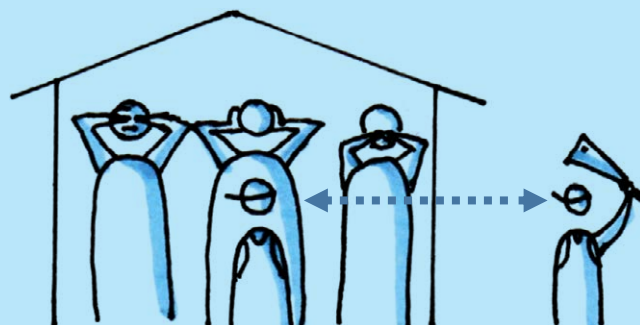
6. Une stigmatisation dangereuse

La forte stigmatisation et la déshumanisation de ces (pré)adolescents et jeunes accentuent leur repli identitaire, et leur positionnement à la marge de la société. Les médias et les réseaux sociaux jouent un rôle central. Incarnée par leur appellation de « microbe », cette stigmatisation endurecit les jeunes et les pousse à plus d'agressivité. Comme dit un des jeunes : « Si tu m'appelles 'microbe', je vais agir comme un microbe ».



7. Entre déni et ignorance

Peu de parents sont conscients et/ou reconnaissent que leur enfant est « microbe ». Informés des bagarres auxquelles ils prennent part, certains parents pensent que leurs enfants ne font que protéger leur quartier face aux agressions de « microbes » venus d'ailleurs. Pour d'autres, cette posture de déni répond au besoin de préserver leur réputation de « bons parents » par rapport au reste de la communauté.



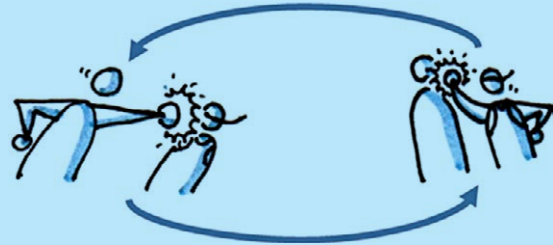
138 En recourant à des pratiques magico-religieuses de protection notamment (bagues, amulettes protectrices, etc.). Voir Chapitre 3.

139 Le chômage des diplômés étant très important, et l'image du maître étant écornée, notamment. Voir Chapitre 2.

Ainsi, certains font obstruction aux initiatives étatiques et non gouvernementales entreprises pour arrêter ou réinsérer les jeunes, vu que de leur point de vue, « leurs enfants ne sont pas microbes ».

8. Une violence nourrie par la répression

D'abord répressive, la réponse communautaire et politique entretient un cycle ininterrompu de violence. Si la répression a le mérite de montrer à l'opinion publique qu'une réponse publique énergique est à l'œuvre, cette approche montre rapidement ses limites. En effet, les *gbonhis* adaptent leur mode opératoire sans décroître la violence exercée. Du côté des comités de surveillance communautaire, la répression touche les jeunes sans jamais s'intéresser aux causes de la violence exercée par ces derniers. Enfin, le recours à la répression par les autorités et/ou les communautés alimente la brutalité des jeunes. Ceux-ci opposent une violence supposée dissuader, par la terreur inspirée, toute forme de réaction de la part des populations.



Ce que cela implique en termes de réponses : Une réponse globale et intégrée

La réponse répressive apportée au phénomène des adolescents et jeunes appelés « microbes » semble inefficace à ce jour. Pire, elle contribue au cycle de violence, mettant les populations face à un danger accru. Il semble aujourd'hui nécessaire de développer une stratégie cohérente pour traiter les sources de ce phénomène, à ses racines. Or, le phénomène de la violence portée par les adolescents et jeunes appelés « microbes » revêt une multiplicité de dimensions. Dans ces conditions, la réponse ne peut ni être sectorielle ni portée par un acteur unique. Seule la synergie d'actions entre les initiatives peut permettre de générer un véritable impact sur le terrain.

A. Un regard plus objectif et nuancé



1. Humaniser le regard porté par la société sur ces adolescents et jeunes

Alors que l'utilisation ou non du terme 'microbes' est en débat, il est avant tout primordial de changer le regard porté par la société sur ce phénomène. En effet, la stigmatisation renforce le sentiment d'exclusion et la radicalisation de ces individus. Tout en condamnant cette violence, il donc est essentiel que chaque acteur – au niveau de la famille, des communautés, des pouvoirs publics et des médias – valorise et encourage le potentiel de changement positif de cette jeunesse. Au-delà des activités de sensibilisation sur le phénomène, les initiatives lancées devraient intégrer un volet « rapprochement » entre jeunes et communautés pour briser les murs de méfiance.

2. Dépasser le sensationnalisme

Il est nécessaire que les médias aillent au-delà du sensationnalisme, ce dernier tendant à accentuer la stigmatisation et à exacerber le sentiment d'insécurité des populations. Une information médiatique basée sur une compréhension plus approfondie et nuancée doit donner la voix à tous les acteurs. Il est essentiel de valoriser les initiatives non-violentes et préventives menées par les pouvoirs publics et les communautés mais aussi et surtout par les jeunes eux-mêmes. Promouvoir des modèles de réussite positifs issus de ces quartiers représente également un canal de changement important. Le Conseil National de la Presse pourrait veiller sur le respect d'un tel engagement.

3. Mettre en place un système de veille et d'information sur le phénomène

Un tel système permettra d'informer les réponses communautaires et publiques au regard de l'évolution du phénomène et de ses racines (niveau d'accompagnement parental et communautaire des jeunes générations, évolution des moyens d'existence des ménages, nombre et causes des abandons scolaires, nombre et nature des agressions, etc.). Plutôt que de légitimer une approche répressive, il permettra de générer des réponses multisectorielles cohérentes et adaptées au contexte changeant. Il est suggéré d'attribuer par exemple cette mission à l'Observatoire de la solidarité et de la Cohésion sociale, qui dispose d'une solide expérience en la matière.

B. La reconnaissance sociale au cœur



4. Placer la reconnaissance sociale au cœur des initiatives de réinsertion

Dans le cadre des initiatives de réinsertion scolaire ou économique, il est impératif de travailler à valoriser des modèles non-violents de réussite, de renforcer l'estime de soi et de rapprocher les jeunes avec leur famille et de leur communauté. Allant au-delà de l'obtention d'une formation ou d'un emploi, l'impact de ces initiatives doit être mesuré, en priorité, sur la base de l'équilibre psycho-social de ces jeunes ainsi que leur degré d'intégration familiale et communautaire.

5. S'appuyer sur les liens affectifs et sociaux

Une réponse efficace et durable engage activement, à toutes les étapes, celles et ceux qui gravitent autour des jeunes : la famille (en particulier les mères & conjointes), la communauté et les membres du *gbonhi*. Il importe de prendre le temps de profiler chaque jeune afin de comprendre sa place au sein du *gbonhi* et son attachement familial et communautaire. La reconnexion avec la famille et la communauté est une première étape essentielle. Il est essentiel de les engager dès les prémices afin qu'elles puissent porter la réinsertion du jeune sur le long terme. Le *gbonhi* est également un levier important de changement. En travaillant en priorité sur les leaders, les plus jeunes sont influencés ; l'impact du projet en est décuplé. Aussi, s'appuyer sur le groupe permet de conserver le filet social et affectif qu'il procure.

6. Valoriser les capacités des travailleurs sociaux locaux

Alors que la majorité de ces (pré)adolescents et jeunes ont besoin d'un accompagnement psycho-social, il importe de renforcer l'implication dans les projets de réinsertion de ces jeunes les structures étatiques de proximité compétentes, telles que les complexes socioéducatifs. Avec l'octroi de moyens adéquats, les maillons de premiers rangs que sont les centres sociaux doivent initier la (re)création de liens entre les jeunes, la famille et la communauté, au sein même de leur quartier.

C. Une économie innovante et attrayante à Abobo



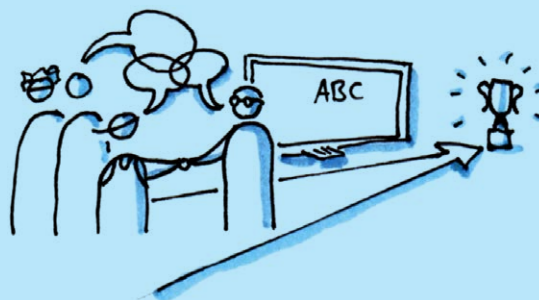
7. Encourager les jeunes abobolais à générer de nouvelles opportunités

Abobo est une cité dortoir encore vierge d'investissements, ce qui en fait un véritable champ d'opportunités économiques. Il est nécessaire de stimuler une réflexion au sein de la population – en premier lieu les jeunes – et des acteurs du secteur privé pour transformer les défis infrastructurels et économiques en opportunités d'innovations locales. Il importe d'encourager l'entreprenariat répondant aux besoins non assouvis des populations abobolaises, et en se basant sur les ressources et capacités disponibles.

8. Faciliter l'investissement privé et public à Abobo : une stratégie « gagnant-gagnant »

Il est primordial d'imaginer et mettre en œuvre une politique urbaine audacieuse qui, en partenariat avec le secteur privé, transforme de façon significative l'environnement social et économique des populations. Abobo représente un marché majeur à conquérir encore non disputé. La demande y est importante en termes de biens et services divers, tandis que l'offre y est mince. En renforçant les investissements publics (écoles, voiries, etc.), et/ ou en encourageant les investissements privés dans la commune, de nouveaux modèles de réussite non-violents émergeront.

D. Une école pacifiée, vecteur de réussite



9. Impliquer la communauté dans la pacification de l'école

Pour faire face au phénomène des dits « microbes » qui se transpose au sein de l'école, cette dernière ne peut agir seule. Elle doit se faire aider par les parents, les communautés et les élèves, grâce à des séances d'échange et des rencontres régulières. Ces échanges permettront d'informer et de responsabiliser les communautés autour des défis rencontrés, conduisant à l'élaboration de solutions portées par tous, y compris en dehors de l'enceinte scolaire. Cette communication peut s'appuyer sur les comités de gestion et les associations de parents d'élèves par exemple.

10. Renforcer les capacités des écoles à gérer la violence

En l'état actuel, l'école manque de capacités techniques pour répondre à la question de la violence en milieu scolaire, et en particulier celle produite par les jeunes dits « microbes ». Son seul remède est le renvoi. Il importe de former le corps professoral à l'écoute et au dialogue avec leurs élèves violents. Ce travail d'écoute devrait être renforcé par l'accompagnement des élèves par les travailleurs sociaux au sein de l'école, et auprès des familles après la classe, permettant une continuité dans le suivi. Les élèves devraient également être parties prenantes au renforcement de la cohésion sociale et de la culture de paix à l'école, à travers des espaces comme les clubs scolaires.

11. Faire de l'école un vecteur de réussite sociale

Dans le cadre de la réforme du secteur de l'éducation, l'adaptation des curriculums aux réalités du marché de l'emploi est entreprise. Au-delà, il est primordial de légitimer auprès des jeunes l'école comme voie

privilegiée de réussite sociale.¹⁴⁰ L'accroissement des capacités d'accueil des structures scolaires à Abobo devrait également être encouragée, pour améliorer l'accès à l'éducation de tous. Il s'agit aussi de permettre aux jeunes sortis du système scolaire de le réintégrer, en systématisant la création de classes passerelles au sein des établissements. En outre, il importe de créer des ponts entre l'enseignement général et la formation professionnelle, cette dernière étant orientée vers les opportunités d'innovations locales (voir recommandation 7).

E. Des réponses multisectorielles cohérentes



11. Créer un cadre de concertation

Alors que les initiatives répondant directement ou indirectement à la problématique des jeunes dits « microbes » se multiplient, il est nécessaire de mettre en place un mécanisme de concertation simple et efficace. Face au caractère multidimensionnel de la problématique, un tel cadre permettra de créer des synergies entre initiatives. Pour un véritable impact sur le phénomène, il est nécessaire d'informer et d'associer les autres acteurs en mesure de compléter et d'appuyer son propre projet.

12. Définir un cadre juridique clair

Pour une réponse efficace et cohérente, un cadre juridique clair doit être établi pour régir l'usage et le port d'armes blanches, l'utilisation de la force contre les jeunes par les forces de l'ordre. Egalement, ce cadre devrait permettre de clarifier le traitement des mineurs ayant commis des délits. Le flou juridique actuel tend à dissuader et à fragiliser l'action des agents de terrain étatiques et non-étatiques.

13. Développer et encourager des initiatives de protection communautaire non-violentes

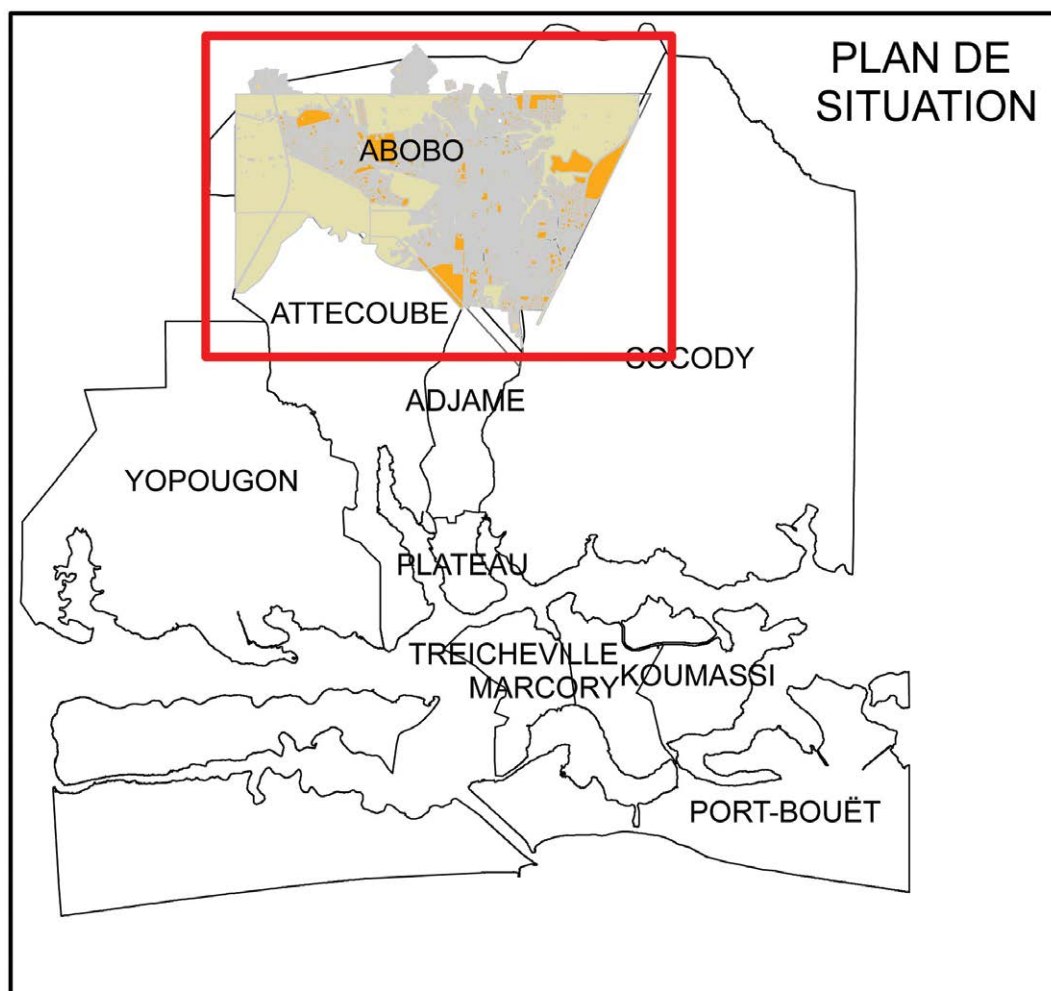
Bien qu'alimentant le cycle de violence, la répression continue à être une réponse communautaire répandue. Il est essentiel d'encourager les communautés – et notamment les comités de surveillance communautaires – dans le développement d'approches non-violentes, basées sur le dialogue et la resocialisation. Il importe que cette réponse communautaire s'inscrive dans le respect des droits humains et de l'enfant et qu'elle soit en accord avec la politique de sécurité communautaire.

140 A travers la promotion des cas de succès par l'école par exemple.

ANNEXES

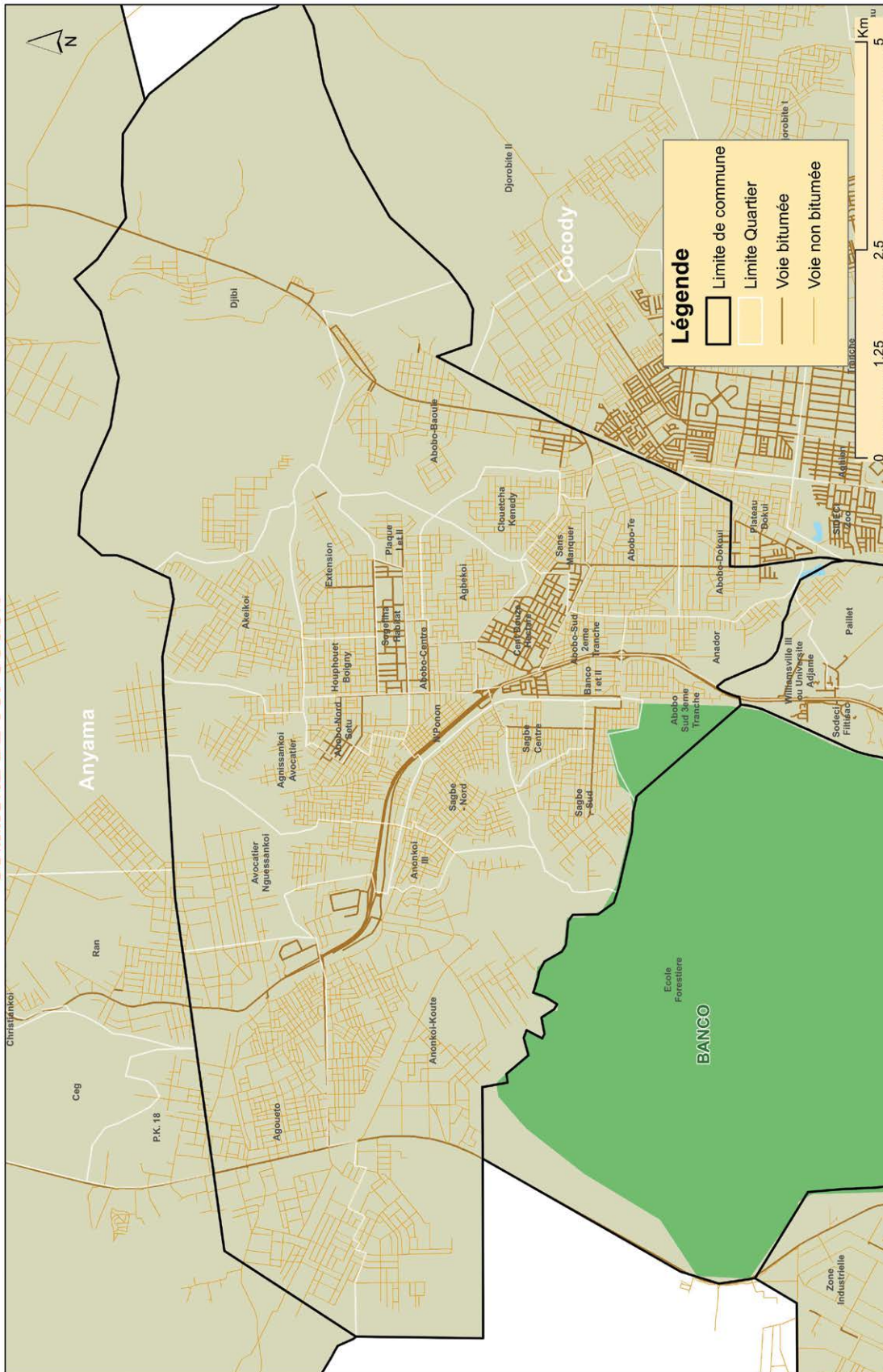
ANNEXES

Annexe 1 : Carte de la commune d'Abobo.



Annexe 2 : Carte du district d'Abidjan.

DISTRICT D'ABIDJAN COMMUNE DE YOPOUGON



Annexe 3 : Données sur le groupe d'adolescents et jeunes suivis par Indigo et Interpeace dans le cadre du projet pilote.

Tableau 1

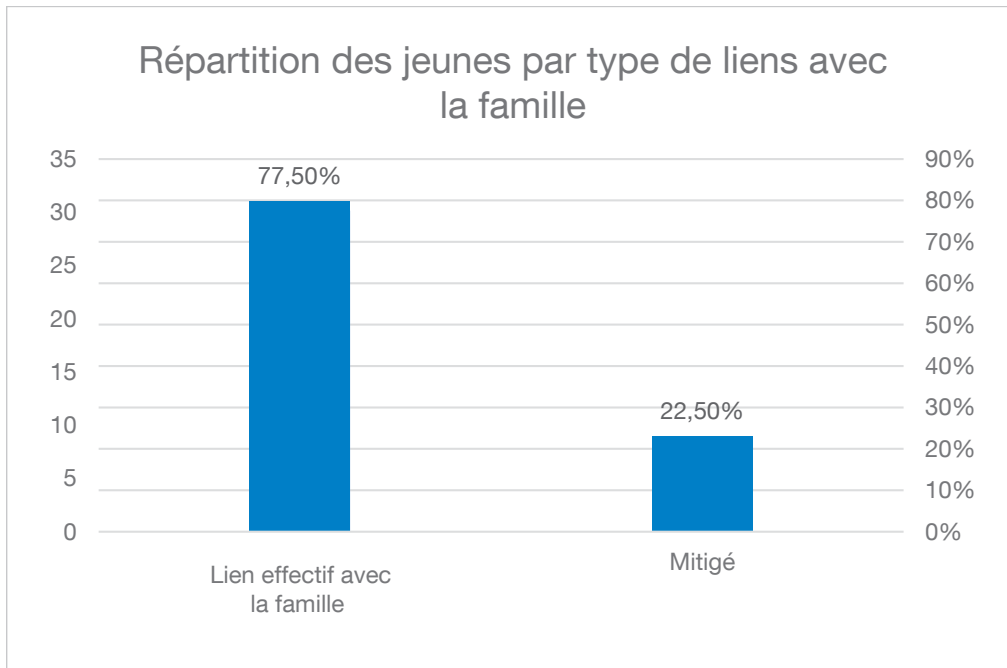


Tableau 2

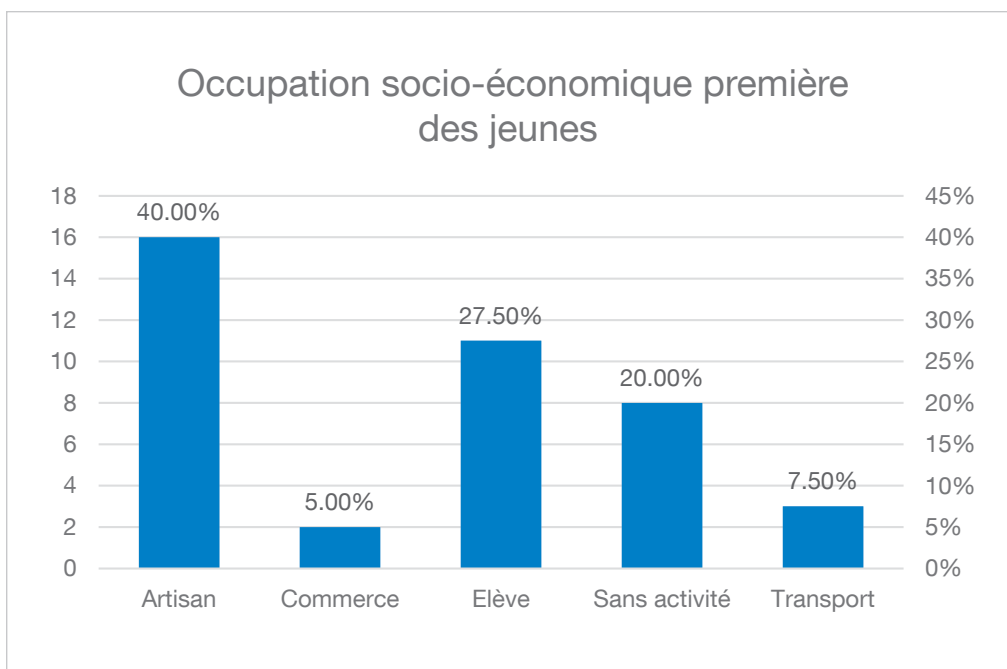


Tableau 3

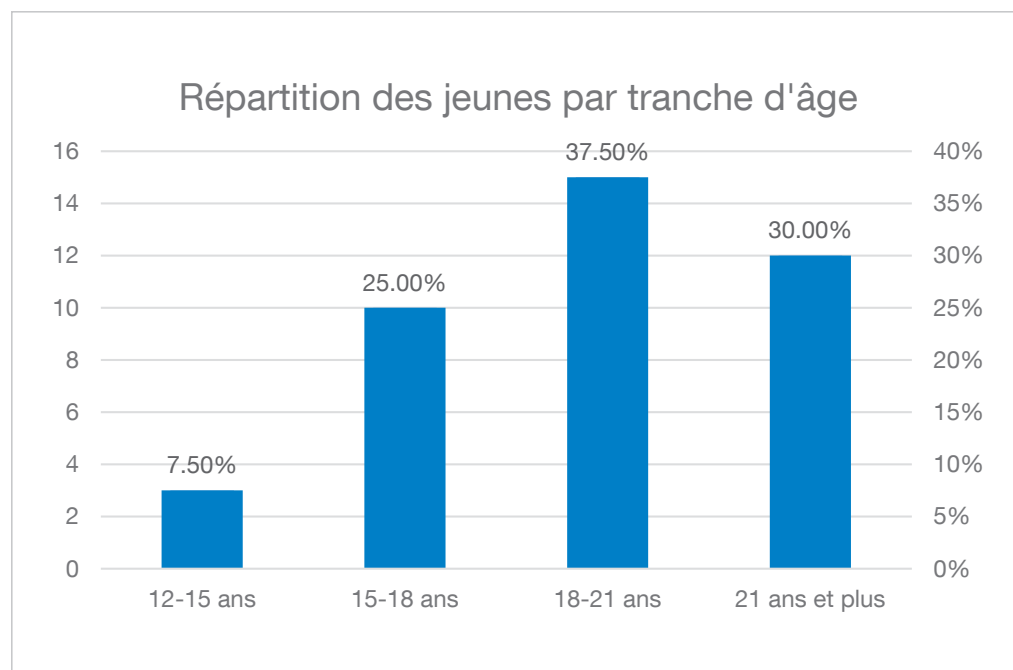
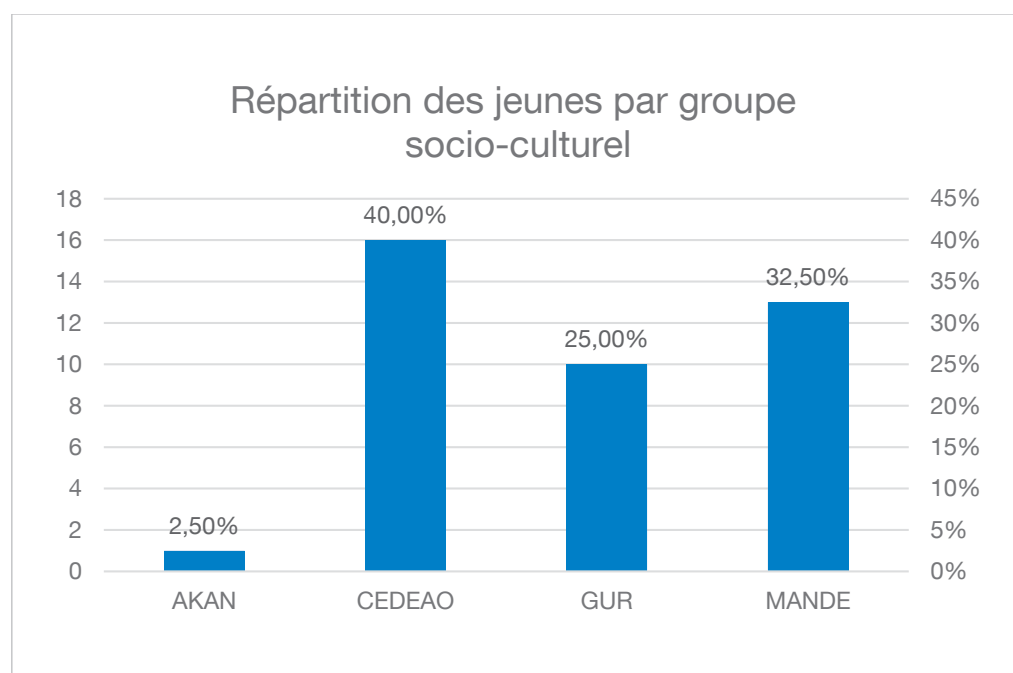


Tableau 4



BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE

AGEPE, Situation de l'emploi en Côte d'Ivoire en 2012, Enquête Emploi auprès des ménages en Côte d'Ivoire, Abidjan, 2012.

BAMBA, L., Exposé sur le phénomène des bandes de rue : cas des jeunes d'Abidjan dénommés « microbes », *Microbes d'Abidjan, Paris*, Edilivre, 2016.

BIAYA, T. K., « Jeunes et culture de la rue en Afrique urbaine (Addis-Abeba, Dakar et Kinshasa) », *Politique africaine*, no.80, décembre 2000.

KABA, I., 2015, Qualité de vie et santé dans un quartier à habitat indigne de la ville d'Abidjan (Côte d'Ivoire) : rôle de l'assainissement dans ce débat écologique, *European Scientific Journal* October 2015 edition vol.11.

CAZAMAJOR, P., *Avocatier : naissance, évolution et destruction d'un quartier spontané d'Abidjan*. Centre Orstom de Petit Bassam, 1981.

CENTRE DE RECHERCHE POUR LE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL « Criminalité et violence en Côte d'Ivoire », avril 2016, dernièrement consulté en décembre 2016.

CIRES, PNUD, Transformations structurelles et développement sectoriel en Côte d'Ivoire, Septembre 2014.

DUBET, F., « A propos de la violence et des jeunes », *Cultures & Conflits*, 1992, mis en ligne en 2003, consulté le 15 décembre 2016.

EBATA, M. and Al., "Youth and Violent Conflict: Society and Development in Crisis", April 2005.

EDWARDS, S., "In Somalia, better education alone is not enough to challenge extremism", 02 December 2016.

INTERPEACE, « Dynamiques et capacités de gestion des conflits à l'Ouest de la Côte d'Ivoire : le cas des régions du Cavally et du Guémon », Rapport de recherche participative, PBF et PNUD, janvier 2013.

INTERPEACE, IMRAP, « Autoportrait du Mali, les obstacles à la paix », UE et Danemark, mars 2015.

INTERPEACE, IMRAP, « Mutations des valeurs sociétales : diagnostic et solutions pour une paix durable au Mali », Danemark et Norvège, juin 2016.

INTERPEACE, INDIGO COTE D'IVOIRE, IMRAP, « Au-delà de l'idéologie et de l'appât du gain : Trajectoires des jeunes vers les nouvelles formes de violence en Côte d'Ivoire et au Mali », UNICEF, octobre 2016.

- INTERPEACE, INDIGO COTE D'IVOIRE, « Obstacles à la cohésion sociale et dynamiques de violence impliquant les jeunes dans l'espace urbain », Rapport de recherche participative, UNICEF et PNUD, juillet 2015.
- INS, Enquête sur le niveau de vie des ménages de 2011 à Abobo, Yopougon et à l'ouest, Décembre 2012, INS, PNUD.
- INS, Enquête sur la demande de transport dans le grand Abidjan : enquête ménage Rapport provisoire, aout 2013, JICA, Oriental consultants.
- INS, Recensement général de la population et de l'habitat en Côte d'Ivoire (RGHP), 2014.
- KOUKOU, C. et Koba, A., L'emploi des jeunes en Côte d'Ivoire : une étude diagnostique, CRDI, 2015.
- LANOUE, E. et LAURENCE, P., « Passions scolaires en Côte-d'Ivoire : École, État et société », Cahiers d'études africaines, 2003.
- MANOU-SAVINA, A., Eléments pour une histoire de la cour commune en milieu urbain, réflexions sur le cas ivoirien. Tropiques, 1989.
- MARWAN, M., « Les affrontements entre bandes : virilité, honneur et réputation », Revue Déviance et société, n°2, vol. 33, 2009.
- MERCY CORPS, « Youth and Consequences: unemployment, injustice and violence », 2015.
- MSLS, INS, Enquête démographique et de santé et à indicateurs multiples (EDS-MICS), Juin 2013.
- MUTO, M., "The Youth of Africa: A Threat to Security or a Force to Peace", October 2007, last accessed in December 2016.
- ONUHABITAT, Côte d'Ivoire, profil urbain d'Abobo, Nairobi, ONUHABITAT, 2012.
- PNUD, Emploi, changements structurels et développement humain en Côte d'Ivoire, Rapport national sur le développement humain 2013, 2013.
- SOMMERS, M., "Creating Programs for Africa's Urban Youth: The challenge of Marginalization", Journal of International Cooperation in Education, Vol No.1, 2007.
- UNICEF, Analyse de la situation de l'Enfant en Côte d'Ivoire, SITAN, 2014.
- VARENNE, L., « Abobo la guerre : Côte d'Ivoire, terrain de jeu de la France et de l'ONU », Paris, Fayard, 2012.

Dépôt légal N° 13424 du 30 décembre 2016



interpeace

Bureau Régional pour
l'Afrique de l'Ouest
Tél : +225 22 42 33 41
wao@interpeace.org
www.interpeace.org



Indigo CÔTE D'IVOIRE

Initiative de Dialogue et Recherche - Action pour la Paix

Tél : +225 06 54 39 92
indigocdi@gmail.com
www.indigo-ci.org



Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
Bureau Côte d'Ivoire
Tél : (+225) 22 47 99 20
abidjan@unicef.org
www.unicef.org/cotedivoire

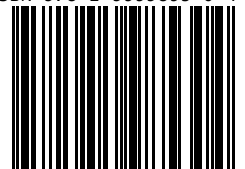


Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement
Technique et de la Formation Professionnelle
Tél : +225 20 22 74 06
www.education.gouv.ci



En partenariat avec les Nations Unies

ISBN 978-2-9559853-0-4



9 782955 985304